

10

# Informations Correspondance Ouvrières

## SOMMAIRE

| Pages   |  |
|---------|--|
| I       | QUESTIONS D'ARGENT                                 |
| 2       | HOLLANDE , grève dans le port de Rotterdam         |
| 3       | ITALIE , grève à la Firelli (Milan )               |
| 7 et 20 | ESPAGNE, les commissions ouvrières                 |
| II      | FRANCE , des travailleurs                          |
| 17      | SUR ICO : discussions et critiques                 |
| 22      | CGT : une journée d'action                         |
| 24      | SUITES DE MAI: Angers , Bordeaux , Toulouse, Paris |
| 29      | ORDRE PUBLIC ET ORDRE SOCIAL                       |
| 31      | PUBLICATIONS                                       |

LE NUMÉRO

0,60 F

mensuel

NUMERO 78

FEVRIER 1969

COMMUNIQUE POUR INSERTION:

" L'Institut Parisien de l'Ecole moderne organise son XV<sup>e</sup> Stage d'Echanges et d'Autoformation Pédagogiques du

1er au 8 juillet 1969.

" Ce stage réunira des enseignants de tous les niveaux et des non enseignants intéressés au changement en éducation. Externat ou internat. Nombre de places limité à 80. Fiches de candidature et feuilles de renseignements ( contre enveloppe timbrée ) à : M. Louis COTTE, Les Tournelles, D. 8 - 91 YERRES. "

" CAMPING ANARCHISTE INTERNATIONAL cette année à

CORNWALL, Angleterre, du 27 juillet au 23 août.

Les camarades anglais espèrent que beaucoup de Français et Espagnols pourront venir. Pour l'adresse et autres détails sur le camping, correspondance à :

J. Nightingale, 25 North Villas, LONDON- N.W.I. "

Numéros d'I.C.O. demandés:

des camarades cherchent les numéros suivants pour compléter leur collection:

I-3-4-5-6-7-8-10- ( 2 numéros ) II-I3-I7-27-30-47-74- (propositions à

I.C.O.)

Numéros d'I.C.O. disponibles:

28 et 29 (1964 ) - 45,46,49,50,51,52,54,55 (1966) - 58,59,60,61,62,64,65 (1967 )  
69,70,71,75,76,77 (1968 ) - 78 (1969 )- également des textes anciens de 1959 et 1960

Si vous avez de vieux numéros ou si vous jetez ICO après l'avoir lu ne les détruisez plus, retournez nous les, nous en avons l'usage- cela ne coûte que Of.07 par exemplaire.

Brochures d'I.C.O. disponibles:

- La Grève généralisée en France, mai-juin 1968 .....2.50
- Le mouvement pour les Conseils Ouvriers en Allemagne .....I.-
- Qu'est l'Organisation? .....I.-
- Les provos et la lutte de classes .....I.-
- Aujourd'hui les Comités d'Entreprise .....I.-
- Dictature des Intellectuels .....I.-
- A propos de Wilhelm Reich et les conséquences économiques de la cybernétique .....I.-

Envoi contre virement au ccp Paris 20 147-54.

Pour les envois à l'étranger, l'augmentation importante des tarifs postaux nous oblige à majorer le prix de chaque exemplaire de Of.50.

Voir ci-contre les propositions des camarades de Paris pour le tirage de nouvelles brochures.

oooooooooooooooooooooooooooo

La lutte de classes

"Nous aurons le plaisir d'avoir parmi nous

LAURENT SALINI

rédacteur à l'Humanité ,qui dédicacera son livre

MAI DES PROLETAIRES

Au cours d'un apéritif d'honneur ,nous trinquerons aux succès des travailleurs sur le régime gaulliste et le capitalisme "

La cellule Georges Février du journal Le Monde



# questions d'argent

En un an, le tirage d'I.C.O. est passé de 600 exemplaires à 1.000, posant aux camarades de Paris qui ont la charge de ce tirage de nouveaux problèmes matériels.

## Les dépenses courantes

Certains de ces problèmes, comme la tenue des réunions et l'assemblage d'I.C.O. ont pratiquement trouvé une solution; à la condition toutefois que nous puissions trouver chaque mois une rentrée régulière.

Cela amène à poser le problème du prix de vente d'I.C.O.: ce prix est resté le même depuis janvier 67 ( 0f60 l'exemplaire- abonnement 6 frs). Si nous devons inclure tous les frais engagés dans la rédaction et la confection d'I.C.O. ceux-ci s'élèveraient à :

|  |       |
|--|-------|
| - tirage actuel: papier, encre, stencils ..... | 350.- |
| - frais postaux, couvertures .....             | 50.-  |
| - location salles, divers .....                | 200.- |
|  | 600.- |

Pour couvrir ces dépenses au plus juste avec la seule vente d'I.C.O. sans contribution des camarades, il faudrait vendre chaque numéro 1 Fr. et porter l'abonnement à 10 Frs. Il faut tenir compte des bulletins non payés (échanges, diffusion gratuite) et de l'énorme augmentation des frais postaux vers l'étranger ( de 12 à 45 centimes par exemplaire).

## Aux camarades de choisir entre deux solutions:

- maintien du prix actuel mais contribution régulière accrue et paiement régulier de tous les exemplaires ( 100 et brochures)
- prix porté à 0f80 ou 1 fr.- et contribution réduite et irrégulière comme c'est le cas actuellement.

## UN APPEL pour DES DEPENSES EXCEPTIONNELLES /

Ces dépenses concernent le matériel et l'impression de brochures.

Voici le matériel dont nous envisageons l'acquisition dans un bref délai, dans l'ordre:

- une machine à écrire I.B.M. qui permettrait une meilleure présentation d'I.C.O. et plus tard de passer à un tirage offset
- un appareil de photo copie permettant la diffusion restreinte de "dossiers" (comme nous en avons déjà parlé) ou de textes anciens.

Le coût total s'élèverait à environ: 4.000 Frs. Nous ouvrons donc une souscription "matériel", par virement au

C.C.P. Paris 20 147- 54

avec la référence " MATERIEL".

L'impression de nouvelles brochures dépendait de la rentrée des fonds engagés pour le tirage de "La grève généralisée en France". Pratiquement la moitié (3000) est diffusée mais les camarades qui ont fait l'avance des fonds d'impression ne sont remboursés que de la moitié de leurs débours. L'explication vient principalement de ce qu'une partie de la diffusion n'a pas été réglée par les camarades qui s'en sont chargés. Nous pensions avec cette première brochure, avoir une avance qui nous permettrait de nouveaux tirages. Cela n'est pas le cas. Le tirage d'une nouvelle brochure imprimée (nous comptons 2000 Fra pour 3000 exemplaires) dépend donc entièrement d'une souscription, soit versement définitif, soit avance de la part des camarades. Nous ouvrons donc une autre souscription "BROCHURES" par virement au ccp. PARIS: 20 147-54 avec la référence:

" BROCHURES"



# HOLLANDE

(GÈVEE dans le PORT de ROTTERDAM /

Le 2 janvier dernier, les 550 marins des équipages des remorqueurs du port de Rotterdam se sont mis en grève. Ils avaient déjà rejeté par trois fois le projet de convention collective sur lequel les patrons et les syndicats officiels étaient tombés d'accord.

Avant le conflit, la plupart des marins adhéraient au plus important des trois syndicats officiels: le N.V.V. (socialiste). Mais il existe aussi une organisation "gauchiste" l'O.V.B. groupant plusieurs petits syndicats (pêcheurs, bâtiment, taxis), dont le plus important, par le nombre, était celui des activités portuaires (docks, remorqueurs, etc.). Cette dernière organisation n'est pas reconnue comme représentative, donc n'est pas admise à participer aux négociations sur les salaires. Elle est issue d'une scission en 1948 de la centrale syndicale communiste, qui a complètement disparu il y a quelques années faute de syndiqués. Le leader de la section du port de l'O.V.B.: Leon Van Os, permanent depuis 20 ans, fut bombardé "dirigeant" de la grève par la grande presse, mais en réalité il dut obéir aux décisions de la base.

Le N.V.V. avait conclu avec les patrons un accord qui fut repoussé à deux reprises par l'ensemble des syndiqués. Ensuite, les marins décidèrent, au cours d'une réunion de l'O.V.B. une grève pour le 11 novembre 68. La grève fut suivie à 100% et le même jour, la base adressa un ultimatum aux dirigeants du N.V.V.-transports pour exiger d'eux qu'ils respectent intégralement les revendications. Les syndicats officiels reprennent alors les pourparlers avec les patrons, mais le 2 janvier 69 les équipages des remorqueurs jugent insuffisante l'augmentation de salaires, surtout celle prévue pour les simples matelots (non qualifiés).

Sur ces entrefaites un conflit surgit dans l'O.V.B. lorsque les chefs décident d'exclure Leon Van Os pour "comportement stalinien", ce dernier accusant à son tour ses adversaires de "trotzko-bolchevistes". Ces divergences n'ont rien à voir avec la lutte des marins. Les dirigeants de l'O.V.B. sont pour l'accord passé entre les syndicats et les patrons... Quant à Van Os il contacte les chefs du N.V.V.-transports et leur offre d'aller parler aux équipages pour leur faire adopter la convention. Les offres sont rejetées par le N.V.V. qui ne veut pas entendre parler d'une réunion commune avec les gauchistes de l'O.V.B. Là-dessus, Van Os propose une grève de 24h, mais l'assemblée générale des marins décide une grève illimitée.

Le conflit de l'O.V.B. a une conséquence curieuse: comme les deux tendances se proclament chacune les vrais dirigeants (avec bien entendu le droit exclusif de gérer les fonds et le reste): c'est le juge bourgeois qui est appelé à trancher; il dira que les syndiqués doivent décider eux-mêmes par un vote ceux qu'ils reconnaissent pour les dirigeants effectifs.

Le 2 janvier donc, la grève est totale; le 3 janvier, Les bonzes du N.V.V. veulent mettre fin au mouvement et proposent de soumettre l'accord à un référendum. Les travailleurs refusent et critiquent violemment leurs responsables que Van Os cherche à défendre: il annonce qu'il aura un entretien avec les chefs de la grande centrale syndicale N.V.V. sur la situation syndicale à Rotterdam. Dans l'après-midi les équipages des remorqueurs d'Europoort, grand port pétrolier à 25 kms à l'ouest de Rotterdam, se mettent en grève par solidarité ce qui menace le ravitaillement des grandes raffineries de pétrole. Quelques jours après, devant l'ampleur de la grève, les patrons recommencent pour la 4ème fois à négocier avec le N.V.V.

Le samedi 4, les dirigeants de l'O.V.B. annoncent qu'ils vont soutenir la grève et que le lundi les marins pourront s'inscrire et toucher une allocation. Personne ne vient, suivant en cela un mot d'ordre de Leon Van Os, le responsable, en qui les grévistes ont le plus confiance.

Le 7 janvier, les résultats du référendum sont proclamés: la participation au vote a été de 50% seulement, mais l'accord est de toute façon repoussé. Les dirigeants du N.V.V. annoncent alors qu'ils ont conclu un nouvel accord comportant certaines améliorations.



Dans la matinée, les équipages d'Europoort reprennent le travail parce que, disent-ils; ils ne sont pas sûrs de recevoir l'allocation de grève ( d'habitude, les syndicats s'arrangent toujours pour ne pas avoir à verser un sou). A La Haye, Van Os a sa discussion avec les gros pontes du N.V.V. et dans une conférence de presse, tout ce monde se réjouit de voir Van Os quitter l'O.V.B. et faire confiance à la grande centrale.

Dans l'après-midi, à Rotterdam, nouveau meeting, les grévistes sont toujours mécontents mais Van Os défend le nouvel accord ( la N.V.V. payant les jours de grève) et par 400 voix contre 200, l'assemblée générale décide la reprise du travail. Si les équipages des remorqueurs ont obtenu quelque chose, c'est grâce à la solidarité de la base. (voir note au bas de la page 6 )

ITALIE

oooooooo

d'un camarade italien: Je vous envoie une brève note sur les luttes à l'usine Pirelli-Bicocca de Milan.

La Pirelli produit la plus grosse partie du caoutchouc italien; elle possède 20 usines en Italie et à l'étranger; son chiffre d'affaires dépasse 200 milliards et elle est la 10ème entreprise d'Italie.

La Pirelli-Bicocca a été secouée pendant 8 mois par des luttes. L'agitation naissait à la base et était au début, décidée dans des assemblées détaillées, puis ensuite, dans des assemblées générales de tous les ouvriers de l'usine. La lutte a atteint son point culminant le 3 décembre dernier lorsque les ouvriers de l'équipe de nuit, après avoir été informés des incidents d'Avola, ont transformé la "grève blanche" en "grève sauvage".

La réponse des patrons a été tout aussi violente: le lock-out de l'usine. C'est dans ces luttes que les ouvriers de Pirelli se sont organisés d'une façon autonome dans des comités de base avec comme mot d'ordre "organiser sans hiérarchiser".

#### La Lutte à la PIRELLI: /

La reprise des luttes ouvrières en 68, en Italie, a eu les caractéristiques essentielles suivantes:

- 1/ refus du syndicat comme instrument unique de représentation
- 2/ le choix de moyens d'agitation étrangers à la pratique traditionnelle du syndicat
- 3/ la création d'organismes de base pour l'élaboration et la gestion des luttes.

Face à ce nouveau choix, les syndicats se sont trouvés complètement désorientés, incapables donc de comprendre le discours essentiel de la démocratie de base ( Fiat, Montedison, Vetrotcoke) et d'accepter et diriger politiquement la rage et la révolte ouvrière quand elles se transformaient en violence locale ( Valdagno).

En même temps dans la lutte, se développaient divers comités de base (parfois appelés différemment selon les tendances politiques dominantes, ex.: comités de classe pour les maoïstes) qui en faisant connaître les revendications et les luttes de la base ouvrière dans d'autres luttes freinées et brisées par la volonté des bureaucraties syndicales, trouvaient dans la carence politique d'organisation traditionnelle, la possibilité d'une action politique autonome.

Le refus de déléguer, la gestion propre des luttes, l'unité authentique de la base, le heurt violent et dur avec l'adversaire de classe qui allait lorsque cela était nécessaire jusqu'au combat avec la police (ex. Valdagno - voir ICO N° 74-p.5)



ont caractérisé le travail de ces organismes dans une phase préparatoire d'abord et à l'intérieur, à la tête des luttes ensuite, comme alternative à une ligne syndicale sclérotique qui prévoit la manipulation bureaucratique à chaque étape de conflit, l'accord au sommet entre les organisations syndicales (C.G.I.L., C.I.S.L., U.I.L. (CGIL équivalent de la CGT, CISL de la CFDT, UIL de FO), l'inclusion de la lutte dans des schémas prudents de manière à ce qu'elle reste toujours bien encadrée. C'est dans ce contexte et à partir des éléments primaires que s'est développé le travail du Comité Unitaire de Base à la Pirelli de Milan.

L'exigence d'un comité unitaire de base, qui sache rassembler autour de lui la masse des travailleurs, s'est développée en même temps que l'exigence de la reprise de la lutte. En effet, les ouvriers se rendaient compte toujours plus nettement qu'une lutte pouvait naître, croître et se généraliser, seulement s'il existait une volonté précise et consciente parmi les ouvriers, seulement en partant d'une analyse précise de la situation concrète de l'usine.

Le comité unitaire de base naquit donc comme une initiative indépendante de quelques ouvriers et de quelques étudiants, qui se proposaient d'agir au niveau de l'usine en se branchant sur une situation ayant les caractéristiques suivantes:

- situation objective de tension qui avait son origine dans une série de défaites ouvrières où les syndicats avaient de grosses responsabilités;
- degré élevé de conscience politique dans l'usine, où l'on comptait de nombreux inscrits à la CGIL et aux partis ouvriers.

#### Choix politique de l'objectif:

L'action du comité de base s'est révélée bientôt décisive puisque:

- a) elle se fondait sur une analyse correcte de la situation dans l'usine
- b) à partir de cette analyse on se rendait compte que le travail aux pièces était à la base de l'exploitation et du contrôle des patrons sur la production. A la Pirelli, les temps étaient fixes depuis plusieurs années et n'avaient jamais été mis en discussion

Dès que le problème fut posé comme thème de la lutte, il y eut de la part des ouvriers une prompte réponse qui se heurtait à un raidissement de la Direction révélant ainsi la force explosive et l'importance pour les deux parties du contenu de la lutte.

L'extension rapide de la lutte à toute l'entreprise a démontré que la voie choisie était correcte: les cadences étaient vraiment un objectif immédiatement perçu par toute l'usine et étaient susceptibles d'amener comme cela arriva, à la grève générale.

#### Le contact étudiants-ouvriers:

Les ouvriers, les étudiants et les employés participaient à l'activité du comité unitaire de base sur un plan d'égalité totale du point de vue politique.

Chacun d'eux pouvait en effet amener, pour l'élaboration politique commune, ses propres expériences, ses propres connaissances et ses propres capacités, sans que personne ne soit privilégié pour juger de ce qui se passait dans l'usine, ou pour discuter de problèmes théoriques.

Dans le comité unitaire de base tous étaient en rapport les uns avec les autres, dans un processus d'unification qui portait les uns au contact de la réalité de l'usine et les autres à élever leurs luttes au niveau de la société toute entière. Le comité unitaire de base réalisait ainsi le contact entre les étudiants et les ouvriers non pas au niveau du "sommet" ou des cadres appartenant à des organisations existantes mais au niveau de la base; ce contact s'effectuait dans la lutte autour de l'usine, et le comité était le lieu où tous faisaient converger les expériences, dans le but d'élaborer une action commune.



Début des activités:

Le comité entra en activité pour débloquent le niveau de la lutte qui s'était vérifiée dans l'usine et pour développer avec la prise de conscience des problèmes généraux de l'usine, une organisation ouvrière réellement démocratique, c'est-à-dire capable de décider politiquement, à travers des assemblées et des réunions d'atelier, les formes et les objectifs de la lutte. Le premier résultat de ce travail fut les arrêts d'atelier: ils s'effectuèrent avant les vacances (fin août) et en partant des problèmes spécifiques d'atelier, tel que celui des qualifications, ils arrivaient à contester directement la situation d'oppression hiérarchique existant dans l'usine.

Face à ces luttes, les syndicats montraient nettement leur incapacité de s'insérer dans le processus réel du développement de la lutte, essayant de freiner les agitations qui naissaient. Le comité était durement attaqué et accusé d'"extrémiste". La CGIL essayait de s'accrocher au mouvement spontané des ouvriers, sans toutefois donner aucune indication et sans chercher la généralisation de la lutte de quelques ateliers du complexe productif.

Malgré cela, le mouvement s'étendait, et les revendications en étaient précisées.

En septembre, le comité centrait son discours sur la nécessité de mettre en avant des revendications précises et sur la démocratie directe vue comme forme spécifique du développement de la conscience ouvrière et dans sa participation active au choix des moyens des temps et des instruments de la lutte. Cette lutte devenait toujours plus massive jusqu'à entraîner vingt ateliers (4000 ouvriers sur un total de 10.000 de la Pirelli Bicocca, Segnanino, Greco).

Il faut souligner que dans cette première phase des luttes:

- 1/ les ateliers intéressés à la grève étaient les ateliers vitaux pour la production
- 2/ les grèves normalement de deux heures n'étaient jamais décidées par une organisation syndicale mais collectivement par les ouvriers dans des assemblées d'atelier, réunions en cantine, etc..

Le mouvement de la spontanéité ouvrière de révolte contre la hiérarchisation et contre la bureaucratisation se transformait toujours plus, finissant par se poser comme une alternative à la société capitaliste et à l'organisation bureaucratique des syndicats.

C'est de cette façon, avec cette force et cette participation croissante que l'on est arrivé à la première grève générale de toute l'usine, le 3 octobre.

Vingt quatre heures de grève, 13.000 ouvriers et employés au delà des portes, déploiement massif et menaçant de la police qui essayait d'empêcher le droit de grève, la course anxieuse des syndicats pour tenter de récupérer la lutte et la vider de son contenu.

Comment tout cela fut inutile, on le vit après les événements qui suivirent.

Face aux transactions et à la soumission des syndicats devant les patrons les ouvriers ont répondu avec la reprise spontanée des luttes (toujours sous la forme de grève de deux heures) et l'acheminement de ces luttes vers une lutte plus générale.

On arrivait ainsi au soir du 9 novembre à la proclamation de la grève de la part des ouvriers malgré l'opposition des syndicats. Ce n'est qu'après 10 heures de grève (le 10 novembre) que l'adhésion tardive de la CGIL arrivait. Les provocations de la police qui chassait les ouvriers des piquets, amenaient à un barrage routier que les syndicats essayaient d'éviter. La grève en tout cas, fut pleinement réussie et totale. Pendant la dernière phase des transactions et avant la signature de l'accord (survenue le 21 décembre) le comité unitaire de base distribuait un tract qui disait:

" dès le début, nous avons dit que la classe ouvrière ne résoudra jamais tous ses problèmes dans une société divisée en exploités et exploités, et donc que TOUT ACCORD REJOINT APRES UNE PHASE DE



- " LUTTE NE PEUT ETRE QU'UNE ETAPE qui nous porte à la conquête de meilleures conditions de vie, mais qui justement pour cela ne pose pas de termes à la lutte contre les exploités."
- " C'est pourquoi les travailleurs du comité de base continueront leurs luttes à la Pirelli avec leurs camarades..."
- " Nous sommes sûrs que nous réussirons à modifier nos conditions sur le lieu de TRAVAIL et DANS LA SOCIÉTÉ SUR LA BASE DE CE QUE NOUS SAURONS CONQUÉRIR..."
- " Nous ne reprenons plus suivant les cadences fixées par le patron mais nous décidons nous-mêmes combien de temps travailler, aujourd'hui, pour pouvoir arriver à 60 ans encore sains. Car en outre, lorsque nous avons le dos brisé, la direction nous remercie et nous met à balayer en diminuant le salaire et diminuant donc la retraite et l'indemnité de licenciement.
- .. Nous devons tous connaître la décision prise par l'atelier 866I qui s'est tout de suite arrêté au moment où un assistant imposait à un travailleur le retour aux anciennes cadences. Nous aussi, sur chaque fait important, sur tout problème qui se présente dans les ateliers, nous devons immédiatement suspendre le travail et nous réunir en assemblée (sans attendre qu'on fasse une loi pour nous le permettre: nous l'avons déjà conquis ce droit) et décider tous ensemble comment affronter la question. Les conditions de travail peuvent changer si nous les faisons changer nous-mêmes ".

Maintenant, après la lutte, on rediscute la fonction, le rôle, joué par le comité unitaire de base et il est impossible de prévoir quel débouché il aura.

Une chose est sûre, que le haut degré de conscience politique, l'expérience acquise, la cohésion interne et la disponibilité à la lutte, permettront aux ouvriers de réagir promptement et d'une façon décisive aux solutions de "sommet" des syndicats et à toutes attaques du côté de la Pirelli.

La lutte à la Pirelli a en tout cas, constitué une expérience déterminante.

-- d'un camarade italien de Milan:

Trois jours avant Noël, les employés ont par divers moyens bloqué les ventes dans les grands magasins du centre de Milan. L'une des plus grosses boîtes a perdu ainsi près d'un milliard de lires. Dans ces entreprises, il n'y a pas de syndicat et là où certains militants ont voulu en constituer, l'action directe s'en est trouvée freinée. Des groupes d'étudiants auraient aidé à l'action des employés de ces magasins.

oooooooooooo

A propos de la grève du port de Rotterdam

Le Niveau de l'Information dans la presse

"Le Monde", journal "sérieux et documenté" relate ainsi dans son numéro du 5-6 janvier 1969 la "grève des équipages de remorqueurs de Rotterdam - Pour la seconde fois en moins de deux mois, les équipages des soixante dix remorqueurs du port de Rotterdam, soit 500 marins ont cessé le travail depuis jeudi afin de protester contre les accords collectifs entre patrons et salariés ..." C'est nous qui soulignons pour bien faire ressortir. Littéralement, il est écrit que les travailleurs ont fait grève contre un accord qu'ils avaient signé eux mêmes. Ce qui est évidemment une absurdité. La plus significative est que plus le syndicat est vidé de son adhésion ouvrière, plus le langage employé par les dirigeants (et les journalistes accrédités) tend à s'identifier à ce qu'il n'est pas: au lieu de syndicat tout court, on a dit d'abord syndicat ou parti "ouvrier", et maintenant on dit "ouvriers" tout court.



# ESPAGNE

## Les Commissions ouvrières:

La situation actuelle en Espagne apparaît l'aboutissement d'une longue période de trente années qui a vu le régime franquiste maintenir par la force le pouvoir politique de couches sociales liées à la propriété foncière (aristocratie et gros propriétaires, dont l'Eglise, armée). La guerre d'Espagne (1936-1939) avait vu à travers l'affrontement de ces mêmes couches et de la bourgeoisie industrielle, les grandes puissances tenter de maintenir une domination semi-coloniale et un prolétariat agricole et industriel tenter de réaliser son propre pouvoir. L'évolution économique et sociale s'est poursuivie sous le franquisme car il ne dépend pas de la volonté des détenteurs du pouvoir politique d'empêcher un état d'évoluer comme le reste du monde. L'Espagne s'est industrialisée à la fois par la mutation de l'ancienne classe dominante (notamment l'Eglise) et par la pénétration du capital international. Cela signifie d'une part, que la bourgeoisie industrielle a vu son pouvoir économique et social s'accroître considérablement, plus particulièrement sous la forme de capitalisme bancaire avec des tendances bureaucratiques, d'autre part, le développement d'un prolétariat industriel. Présentement on retrouve des données identiques à celles de 1936, mais profondément modifiées quant à leur contenu et à leur importance respective :

- un conflit politique qui vise à faire passer le pouvoir politique aux mains des dirigeants de l'industrie, ceux-là même dont le pouvoir économique et social est devenu prédominant: les luttes des étudiants, celle de l'Eglise "nouvelle" pour une "démocratie occidentale", expriment un tel conflit.

- l'intervention des grandes puissances, essentiellement des U S A intéressées pour des raisons tant économiques que stratégiques au maintien de la "paix sociale " en Espagne.

- le conflit social de toute société industrielle: la lutte des travailleurs contre leur exploitation qui, dans la mesure où elle est rendue plus aiguë, favorisée par la crise politique, lui donne en retour une dimension et une nature différentes.

Ainsi la crise politique - qui se joue sur l'événement qu'est la succession de Franco- prend un caractère social fondamental à travers les luttes ouvrières. C'est dire toute l'importance des nouvelles formes d'encadrement de ces luttes, plus ou moins clandestines, où l'on retrouve comme en un creuset, toutes les forces sociales et politiques qui s'affrontent en Espagne: les commissions ouvrières. Leur évolution dans une "démocratie à l'occidentale" peut être la formation de syndicats tels que nous les connaissons. Mais elles peuvent tout autant devenir les maillons d'un mouvement de libération ouvrière, faisant éclater le cadre où prétendent les enfermer ceux-là même qui les soutiennent dans l'espoir de les contrôler, et de contrôler le mouvement ouvrier espagnol.

L'article qui suit, extrait de " The Wall Street Journal " du 21 janvier 1969 ( George Melloan) montre ce que sont les commissions ouvrières et est bien significatif de l'intérêt que leur portent les capitalistes américains.

" Les commissions ouvrières se transforment en contestataires potentiels de Franco. Le régime emprisonne de nombreux dirigeants. Prêtres ouvriers et opposants politiques soutiennent le mouvement.



"...Cette supplique en image provient de membres emprisonnés des "Comisiones Obreras", les commissions ouvrières, illégales, mais qui, ces dernières années ont fourni aux ouvriers espagnols quelque chose qu'ils n'avaient pas eu pendant trente ans: une direction indépendante du gouvernement et même s'opposant à lui.

"... environ 200 membres de ces commissions ont été emprisonnés durant les deux dernières années. Ils sont poursuivis pour rassemblement non autorisé, ou pour appartenance à une organisation illégale. Ces arrestations sont interprétées comme une preuve que le général Francisco Franco et son gouvernement national craignent que ces commissions puissent demain conduire une opposition de gauche sérieuse.

#### Résultats malheureux:

" les tentatives de répression menées contre les commissions semblent avoir eu l'effet opposé. Il semble bien que la répression ait finalement aidé à l'unification des commissions qui comprennent des hommes dont la philosophie va du socialisme chrétien modéré au communisme et à l'anarchisme. Les commissions ont soulevé l'intérêt des groupes politiques révolutionnaires clandestins qui y voient des possibilités d'organiser les ouvriers.

" La répression a également suscité un soutien très étendu de personnes étrangères à la classe ouvrière. Au début de ce mois, 1300 personnes environ, parmi lesquelles des artistes et des écrivains en renom, ont signé une pétition adressée au gouvernement qui protestait contre les brutalités de la police envers les prisonniers politiques, dont beaucoup sont membres de commissions.

" Il y a environ huit ans que les premières commissions ouvrières firent leur apparition, à la suite de la permission octroyée par le gouvernement aux ouvriers de discuter collectivement sur le plan de l'usine de leurs affaires, plus largement qu'avant. Les ouvriers ne croyant pas que leurs intérêts réels soient représentés par les "syndicats" officiels contrôlés par le parti phalangiste, commencèrent de choisir leurs propres commissions. En 1962, les commissions menèrent les grèves en Catalogne, dans les Asturies, au pays Basque - trois terrains propices aux rébellions- et il apparut clairement que les commissions avaient une base et une puissance réelles.

" Aujourd'hui, selon un spécialiste local du monde du travail, chaque usine espagnole, ou presque, de plus de 1000 ouvriers, a sa commission. Les commissions fournissent les dirigeants véritables de 500.000 à 1.000.000 d'ouvriers parmi les 10.000.000 de travailleurs espagnols. De plus en plus, les cadres de la production doivent compter avec les commissions pour résoudre les conflits industriels.

#### " La commission sait ":

" Dans une usine de textile synthétique, un chef du personnel me montre une opération cruciale d'étirage de la fibre qui tourne 24 heures sur 24, et me dit: " c'est le cœur de l'usine. Si elle cesse pendant 10 minutes, il en résultera un gouffre dans les profits. Je dois connaître l'état d'esprit de ceux qui la font marcher. Les syndicats officiels n'en ont pas la moindre idée, les ouvriers les vomissent. Alors je dois travailler dans leur dos, traiter directement avec la commission ouvrière, qui, elle, sait ".

" Issu d'un mouvement spontané et parcellisé, les commissions ouvrières se transforment en mouvement national. Elles ont formé un "Comité National pour l'Espagne" et ont tenu au moins deux conventions secrètes à l'échelle nationale. La police secrète qui met son point d'honneur à connaître toutes les activités clandestines a été particulièrement vexée d'être incapable de découvrir le lieu de la réunion qui, l'an dernier, rassemble quelques 1000 dirigeants dans une église de la région de Madrid. Finalement, la police put quand même arrêter quelques participants pour rassemblement illégal.

" Si tout le monde s'accorde à penser que les commissions se politisent de plus en plus, peu d'observateurs croient qu'elles aient les capacités immédiates de déclencher une révolution. Tout le monde s'accorde à penser, en revanche, qu'elles



fournissent le premier mécanisme réel d'une mobilisation des ouvriers d'Espagne depuis la guerre civile de 1936-1939.

" pendant presque trente ans, les ouvriers espagnols ont été à peu près "dépersonnalisés", au sens où Orwell utilise ce terme ", déclare une personnalité bien informée. " Mais pendant les trois dernières années, on a commencé de les considérer comme une question politique importante. Celui qui pourra les mobiliser contrôlera peut-être toute l'Espagne. Ils formaient une masse inerte, mais maintenant les commissions ouvrières fournissent un système nerveux et un début de queuelette à cette masse".

" Attitude des communistes:

"Les groupes politiques secrets opposés au régime qui observent et spéculent sur le développement de ce nouvel appareil ouvrier, comprennent un éventail remarquablement large de tendances : nationalistes catalans enrégés, trotskistes, anarchistes, socialistes chrétiens, maoïstes, guévaristes, communistes. Beaucoup sont des gens aisés.

" Des enquêtes menées à Madrid et Barcelone, montrent que les communistes qui dirigent de Paris leur organisation illégale, sont particulièrement attentifs aux activités des ouvriers. On prétend qu'à l'origine, le parti communiste espagnol (PCE) avait vu dans ces commissions des rivaux dans la lutte pour le pouvoir. Mais Santiago Carillo, secrétaire général du PCE, qui vit à Paris, aurait récemment dit à un de ses adjoints: " nous n'avions pas étudié Lénine avec assez de soin. Maintenant, nous nous rendons compte que les commissions sont idéales pour les buts que nous poursuivons".

" En 1967, le PCE fit la paix avec les socialistes chrétiens qui dominaient les commissions. "Nous travaillons maintenant ensemble" dit un des membres d'une commission de Barcelone. Des observateurs impartiaux estiment que les commissions sont maintenant également réparties entre catholiques et communistes.

" On affirme à Barcelone que le Frente Obrero Catalan ( FOC) un groupe révolutionnaire anarchisant, considéré comme plus à gauche que le PCE, a gagné quelque influence dans les commissions catalanes. D'autres éléments ayant également un peu d'influence dans les commissions, sont d'anciens purs de la Phalange, déçus, qui s'estiment trahis par le général Franco, et qui veulent un retour aux principes de José Antonio, le chef de la phalange d'avant-guerre. Mr. Antonio préconisait la nationalisation des banques et d'autres modifications à caractère socialiste.

" Selon une source bien informée de Barcelone, la CIA ( service d'espionnage des USA) serait aussi rentrée dans la bagarre. Elle alimenterait en argent, par le canal des syndicats de l'Allemagne de l'Ouest, un groupe politique, relativement nouveau, l'Unitat Sindical Obrero ( USO). L'USO aurait supplanté un autre groupe, l'Associació Sindical Obrero, soupçonnée d'être un mouvement ouvrier de "cinquième colonne" créé par le général Franco. D'autres sources contestent cette information. Quoi qu'il en soit, l'USO ne semble pas avoir fait beaucoup de progrès dans le mouvement ouvrier.

" La pénétration accrue des commissions ouvrières par des groupes à préoccupations politiques a déjà des effets perceptibles. " Les commissions deviennent des groupes révolutionnaires" me dit un prêtre madrilène. Il pourra en résulter que l'influence des socialistes chrétiens modérés diminuera.

" Ce prêtre croit qu'en Espagne, encore plus qu'ailleurs, l'Eglise catholique s'est séparée de la cause ouvrière. Les ouvriers selon lui, identifient la hiérarchie ecclésiastique au général Franco et aux classes moyennes et dirigeantes. La fréquentation des églises est faible et l'anticléricalisme élevé dans les quartiers ouvriers, ajoute-t-il.

" Dans les quatre dernières années, quelques prêtres espagnols ont tenté de combler cette fissure et ont poussé le régime et les évêques à en faire autant.

" ... les prêtres sympathisants ont une raison fondamentale d'influence dans les commissions ouvrières. Le concordat entre le Vatican et le gouvernement espagnol interdit à la police d'envahir une église à moins qu'elle n'ait la preuve qu'il s'y tient une réunion non religieuse. Les églises fournissent donc ce bien rare en Espagne, un lieu de réunion relativement sûr pour les commissions. Les membres de la commission ou-



vrière de Tarassa, près de Barcelone, qui seront jugés le mois prochain à Madrid, furent appréhendés lors d'une réunion en plein air.

" Bas salaires:

" Les raisons du mécontentement des ouvriers espagnols ne sont pas difficiles à trouver. " C'est la misère", me dit Carlos, un ouvrier de 35 ans qui travaille dans l'atelier de pesage d'une entreprise de camionnage madrilène. Sa femme, sa belle-mère et un garçon de seize mois habitent avec lui dans une pièce unique de 3m sur 3m5. Ils partagent une cuisine et une salle d'eau avec une autre famille.

" Pour 48 heures de travail hebdomadaire, Carlos touche 75, 50 frs auxquels viennent s'ajouter 71,50 Frs gagnés par sa femme qui fait de la broderie à domicile, et 8,35 Frs d'allocations familiales. La famille dépense 26,50 Frs de loyer par semaine, 75 Frs pour la nourriture, et réserve 50 Frs aux autres besoins, comme l'habillement, et "un petit verre le mercredi", jour de liberté de Carlos. Pas moyen de mettre un sou de côté ou de faire des dépenses de luxe, comme par exemple d'aller au cinéma, dit Carlos.

" Dans les grandes usines, comme l'usine d'automobile Chrysler-Barrientos, les ouvriers gagnent plus: environ 125 frs par semaine selon une source digne de foi. Mais ce salaire correspond à de nombreuses heures supplémentaires.

" Un spécialiste du travail qualifie le système d'emploi espagnol de "féodal". Les grèves sont généralement interdites. Des débrayages pour des raisons purement économiques furent pourtant sanctionnées en 1967.

" Les ouvriers ont une sécurité d'emploi quasi absolue. Un employeur doit être au bord de la faillite pour être autorisé à licencier du personnel. Mais un spécialiste du travail estime que cette situation n'est pas entièrement bénéfique pour les ouvriers. Les employeurs préfèrent payer des heures supplémentaires aux employés ordinaires si les affaires sont florissantes plutôt que d'engager du personnel qu'ils ne pourraient licencier si l'activité commerciale se ralentissait. La prospérité économique ne crée pas autant d'emplois nouveaux qu'on pourrait l'espérer.

" Exploiter les doléances:

" Les syndicats officiels ne sont considérés que comme une bureaucratie qui ne sert qu'à fournir 60.000 emplois à des séides du parti phalangiste. Les syndicats ont obtenu une augmentation du salaire minimum journalier de 6.85 à 7.35 Frs, mais le revenu moyen annuel par tête en Espagne, était en 1967 de 3250 Frs. Ce revenu est loin derrière les autres pays industriels d'Europe occidentale. Une nouvelle loi syndicale est en gestation, mais ses grandes lignes connues l'été dernier ne montrent que peu de changements importants en ce qui concerne les syndicats officiels.

" Le mécontentement des ouvriers est évident, mais on n'a pas réussi à l'exploiter dans des grèves de longue durée. Les ouvriers ne peuvent se permettre la perte de salaires. Il y a aussi le danger de heurts avec la police armée. Les commissions ouvrières ont dû par conséquent, créer des techniques de lutte plus subtiles.

" L'une consiste à boycotter les bus de ramassage du personnel et les cantines des usines. La grève du zèle a également été empruntée aux pays étrangers. " Quand tous les autobus de Séville se sont mis à respecter scrupuleusement les feux de signalisation, la circulation a été embouteillée dans toute la ville," nous dit un témoin. Il y a aussi de brefs arrêts de travail destinés à pousser la direction à appeler la police. Lorsque celle-ci arrive, elle trouve tout le monde au travail.

" Tout ceci, dit l'expert du travail, cité plus haut, crée solidarité et discipline entre les ouvriers et acceptation quasi automatique des consignes des leaders des commissions. C'est pourquoi ces commissions ont soulevé l'intérêt des groupes révolutionnaires.

" Quelques dirigeants de commissions ont atteint une notoriété nationale. Marcelino Camacho, poursuivi en avril dernier devant le Tribunal de l'Ordre Public de Madrid, a créé une sensation en criant à son procès: " Mort au régime et aux juridictions spéciales à sa botte ! " Des spectateurs qui applaudissaient furent chassés de la salle



d'audience. Bien que M. Camacho soit en prison depuis deux ans, aucune sentence précise n'a été prononcée ou rendue publique.

" Les gens en place:

" Il y a eu des essais pour soulever l'opinion publique en faveur des membres des commissions emprisonnés. Des femmes de prisonniers ont commencé un "sit-in" dans une église voisine de l'ambassade américaine ( le 10 janvier). Elles se sont mises ensuite à une grève de la faim. Quelques journaux et revues ont montré un courage croissant en abordant le sujet des commissions.

" Mais les dirigeants ouvriers se heurtent à des obstacles formidables: les gens en place. Ceux-ci, outre les membres du parti phalangiste, sont les dirigeants de l'armée et de l'Eglise, des banquiers et des industriels puissants, et enfin la bureaucratie gouvernementale. L'Opus Dei, une organisation de laïcs catholiques très influents, et dont l'importance va croissant, s'est quelque peu opposé au général Franco mais il ne s'est guère montré prêt à soutenir les commissions.

" Le général Franco a maintenu pendant de nombreuses années ces divers éléments dans un équilibre délicat. Mais le général a 76 ans et les manoeuvres ont commencé pour déterminer qui lui succédera. Personne ne pense que son successeur exercera le pouvoir avec autant de succès.

" Un observateur espagnol a dit que si un candidat au pouvoir "décide d'en appeler au mouvement ouvrier pour l'aider, il pourrait bien en résulter un nouveau type de gouvernement pour l'Espagne" .-

oooooooooooo

FRANCE

des travailleurs

RENAULT- Billancourt /

Bagarres entre la CGT et la CFDT à la suite du refus de la CFDT de faire le front commun. Dans un tract imprimé: "Voici trois ans l'accord CGT-CFDT", Séguy prétend faire le point des trois années de route commune et le procès de l'attitude de la CFDT en mai. Rien de bien nouveau: les compères s'entendent bien à brouiller les cartes. En mai, chacun s'évertuait à préparer sa solution politique si par hasard les travailleurs avaient été plus loin. Les divergences venaient plus des liens politiques privilégiés - les pro-américains d'un côté avec Mëndès-France- les pro-russes, de l'autre, soucieux de maintenir l'orientation présente de la France gaulliste, même avec un "gouvernement populaire". Quant au rôle du syndicat dans l'entreprise et dans l'état capitaliste d'aujourd'hui ou dans la société "socialiste" planifiée, qu'ils auraient mis sur le devant de la scène, aucune divergence réelle; cet accord fondamental explique que les compères, par delà leurs engueulades grandiloquentes se retrouvent autour des tapis verts du gouvernement ou du patronat pour mettre au point, en commun, et dans une bonne "atmosphère" les transformations des appareils d'encadrement des travailleurs (la section syndicale d'entreprise, les organismes de l'emploi et le "rendez-vous de mars").

La CFDT poursuit sa campagne démagogique. Le style est direct: " un adhérent CFDT s'adresse aux jeunes des départements 53-58-62". ... " pensez que notre syndicat qui se veut démocratique attend de vous, les jeunes, les idées neuves, les suggestions osées et révolutionnaires ... Alors venez avec nous construire ce monde nouveau un instant entrevu en mai et juin 68 "...

La CFDT a voté contre le budget du comité d'entreprise car la CGT a refusé d'attribuer à la CFDT les postes qu'elle demandait dans le fromage des oeuvres sociales.



La CGT lance 15 jours d'actions ( du 3 au 14 février) sous le titre " décisions du Comité Exécutif" (tract du 29 janvier). C'est clair. Quelques lignes plus loin, il est expliqué que "le Comité Exécutif a décidé parallèlement de CONSULTER largement le personnel (sic) -les travailleurs sont du personnel pour les syndicats- "sur plusieurs propositions: " 3h, 1/2 journée, ou 1 journée avec manifestation et meeting" avec comme revendication " avancer le rendez-vous de mars et augmenter les salaires de 6% " (hiérarchisés).

Et le tract ajoute:

" Conformément à notre conception de la démocratie ouvrière, le Comité Exécutif décidera la forme d'action qui correspondra au désir et aux possibilités de la grande majorité". On ne le leur fait pas dire.

Un tract CGT du 27 janvier avait annoncé que " les travailleurs passent à l'offensive" avec des exemples du genre: " ... aux fonderies: rassemblement de tous les travailleurs pour effectuer une minute de silence en raison d'un accident causant la mort d'un ouvrier ..." - la réalité de l'usine derrière ces palabres.

Tous les ateliers travaillent à fond:

- sur les chaînes, les cadences augmentent.

dernière invention d'un chef de département: avant, il était alloué chaque semaine une ou deux heures pour nettoyer la machine, c'est supprimé; en plus de sa fatigue, l'ouvrier devra respirer les odeurs d'huiles usées et avoir les mains dedans.

- pour les ouvriers travaillant au bon, réduction importante des temps; alors les heures supplémentaires sont à l'ordre du jour.

- au département 70 qui était en flèche en mai, la majorité fait des heures.

- dans un autre département, au 58 en flèche aussi en mai, le PC fait la loi- rien que des professionnels avec beaucoup de P 3. Tous ceux qui avaient un poste quelconque dans le parti ou le syndicat sont nommés les uns après les autres chefs d'équipe ou agents techniques.

Les "économies" jouent aussi sur le matériel: utilisation de l'outillage à l'extrême limite, refus d'en acheter d'autre. Exemple: un chef de magasin présente un bon pour l'achat d'outil. Le chef d'atelier demande: " c'est combien " - Trop cher. qu'ils se démerdent. "Ils" ce sont les ouvriers. Réorganisation des différents services où les salaires sont diminués sous prétexte que l'étude de poste était mal faite.

#### CHAUSSON -(Asnières- carrosserie automobile) /

Alors qu'il y a un an la concurrence étrangère faisait craindre une diminution d'activité et des compressions, aujourd'hui comme chez Renault, on bosse à fond.

Opel (groupe allemand lié au trust américain General Motors) a fait appel à Chausson pour construire en série la carrosserie d'une nouvelle voiture de sport. Il paraît que les allemands ont été ahuris de voir les cadences imposées aux travailleurs des chaînes ( en majorité marocains).

Du coup Chausson emprunterait entre 5 et 7 milliards pour se développer et construire une nouvelle usine à Evreux spécialisée dans les carrosseries Renault et approvisionnant les usines proches de Cléon et de Sandouville.

Une discussion s'est engagée entre les camarades présents à la réunion pour tenter de trouver une explication aux commandes de firmes étrangères en France alors qu'il y a un an à peine, la plupart des entreprises entretenaient plus ou moins la panique avec la concurrence étrangère:

- c'est une histoire de prix estime le camarade de chez Chausson. La fabrication de "caisses" de carrosserie n'est rentable que sur de longues séries. Pour de petites séries cela ne le devient que si les salaires sont faibles et les cadences élevées. Ce qui paraît être la situation par rapport aux firmes allemandes.

- cette situation paraît contradictoire avec d'autres: une firme allemande du bâtiment a enlevé un important marché de plâtres et de peinture et a amené



tout son matériel et tous ses ouvriers d'Allemagne. Une firme allemande a racheté Minvielle, firme française fabriquant des meubles; le même mobilier a continué à être fabriqué mais avec des machines entièrement nouvelles et des méthodes nouvelles. Un camarade espagnol ayant travaillé en Allemagne souligne que les ouvriers allemands sont mieux payés qu'en France, ceci étant valable même pour les ouvriers étrangers. Mais, dans les entreprises allemandes, la mécanisation, les méthodes de travail, sont plus "efficaces" ce qui explique les cas qui viennent d'être cités.

- Chez Chausson, comme dans d'autres entreprises, la productivité intensive, notamment sur les chaînes, est assurée par une sélection très particulière des ouvriers étrangers. Les algériens sont écartés parce qu'ils se défendent trop bien. Les noirs aussi. Ce sont des marocains que les patrons tirent le meilleur rendement et la meilleure "compréhension" du travail. Il faut voir comment arrivent ces paysans recrutés sur place au Maroc par des équipes "spéciales" de psycho-techniciens. Une partie n'a jamais vu un marteau. Pendant 15 jours, ils subissent un "stage" de formation accélérée dans un atelier de débosselage, où ils sont évidemment "observés". Après, on les met sur la chaîne: ils doivent suivre la cadence. La direction joue comme elle veut des temps et des salaires, peu élevés bien sûr. S'ils ne tiennent pas, il y en a d'autres derrière envoyés par les sergents recruteurs de cette armée prolétarienne moderne.

- Un camarade se demande si ces commandes chez Chausson et ailleurs ne s'expliquent pas plutôt par une solidarité capitaliste internationale pour maintenir la vitalité du capitalisme français face à la crise qu'il traverse. D'autres citent de nombreux exemples montrant qu'il n'existe pas une "politique" cohérente: la pratique de la "sous-traitance" est générale dans toutes les usines et certaines fabrications peuvent ainsi se balader d'usine en usine, d'un état à un autre; celle qui effectue réellement le travail peut verser des salaires supérieurs à ceux de la firme "maître d'oeuvre" (par exemple une commande d'outils coupants destinée à l'usine construite par Fiat en Russie est finalement échue à une petite boîte française; Renault fait travailler à Billancourt des entreprises extérieures dont les ouvriers, à qualification égale touchent des salaires doubles à ceux de Renault).

- Tous les faits relatés ne sont qu'en apparence contradictoires: une firme capitaliste recherche d'abord son intérêt et le profit maximum. Beaucoup d'éléments entrent en jeu, surtout pour une entreprise de dimension internationale. Cela peut la conduire à faire exécuter ailleurs ce qu'elle pourrait aussi bien faire dans ses propres usines, à donner à l'étranger des travaux en apparence "meilleur marché" dans les usines nationales (pour des questions de trafic monétaire ou fiscales par exemple). Il n'est pas nécessaire d'essayer de cerner les motifs car ils peuvent être tellement divers et imprévus qu'aucune conclusion ne peut en être déduite. Ce qu'il faut y voir par contre c'est, à travers la recherche du profit, l'extrême adaptation de la production capitaliste à toutes les situations. Dans ces faits, les questions de salaires deviennent secondaires; les problèmes techniques (organisation du travail, horaires, cadences, nouvelles machines) deviennent essentiels. Cela explique que les revendications de salaires sont facilement satisfaites alors que les affrontements les plus durs se font sur ces questions souvent jugées mineures. Il faut partout où ces luttes se produisent partout où les dirigeants manipulent ainsi pour leur profit les conditions de travail expliquer combien c'est important pour eux et combien ils peuvent être vulnérables sur ce terrain.

JEUMONT-SCHNEIDER ( St Denis- construction électrique ) /

Des jeunes ont été sanctionnés par un chef d'équipe qui leur a enlevé le boni parce qu'ils "bavardaient trop". Les victimes ont discuté mais sans résultat concret. Comme ailleurs, le travail marche à fond. Et il n'y a aucune revendication. Guerre CGT-CFDT avant les élections. C'est tout théorique, mais cela provoque pourtant



des discussions. Progrès CFDT. Il y a 4 délégués CGT et 2 CFDT dans le collège ouvrier I CGT et 2 CFDT dans le collège employé. Les délégués ont envoyé une lettre à la direction la "priant" de ne pas récupérer 50 Frs., avance sur prime versée au cours de la grève de mai.

METALLURGIE- petite boîte- Paris /

Sur quatre délégués ( ce sont des anciens dans la boîte) trois sont passés mensuels. Comme pas mal d'ouvriers arrivent en retard, il a été proposé d'embrayer à 7h30 au lieu de 7h. Les délégués ont organisé un référendum: 45 sur 60 ont préféré le statu quo. Le patron a engueulé les délégués parce qu'ils n'avaient pas su influencer les ouvriers et les convaincre d'adopter ce qu'il avait décidé. Heures supplémentaires: 47h30 au lieu de 45h. Presque tous les font.

LE MONDE - Presse, Paris /

Protocole d'accord mis au point en réunion syndicale sur la participation, la maladie,... C'est le P.C. qui mène la danse: les opposants - les gauchistes- sont de plus en plus brimés et menacés. Le chantage est permanent. Dans la presse, les salaires sont élevés. Pour une quinzaine, un rotativiste peut se faire jusqu'à 200.000 AF ( 15 services). Le salaire horaire est de 1455 Frs(anciens) mais les services se multiplient et il est impossible de les refuser (certains font ainsi jusqu'à 4 services). Pour celui qui refuse ou qui proteste, la menace vient tout de suite: reprends tes bleus et va voir ailleurs. Si la CGT qui a le monopole de l'embauche vous vires, le dossier suit partout et pratiquement toutes les boîtes de la presse et du livre se ferment. A l'embauche, le syndicat ne recrute plus que des gars du parti et renforce ainsi son organisation et sa pression sur ceux qui ne sont pas "conformes".

C.E.A.- énergie atomique- Saclay- /

( les camarades qui le désirent peuvent obtenir un tirage imprimé séparé du récit de la grève de mai et de ses suites au C.E.A.)

Les mesures d'austérité commencent à être appliquées. L'administrateur général a décidé que les filières d'avancement seraient modifiées. Tous les ans un pourcentage déterminé des agents recevait un avancement entraînant une augmentation: 40% pour les techniciens, 30% pour les non techniciens; ces taux sont abaissés à 37% et 27%. Sur une carrière de 40 ans au C E A cela fait un cadeau de 4 à 6 millions à l'Etat; pour le C E A l'économie annuelle est dérisoire et hors de proportion avec les réductions de crédit. Il semble que ce soit un test pour sonder les réactions des agents. Les syndicats ont recueilli beaucoup de signatures pour leur pétition; mais ils comptaient pour écarter ce qui apparaît une brimade non sur une lutte, mais sur le vote d'un directeur "favorable" au conseil d'administration, c'est-à-dire sur des manoeuvres de couloir qui n'ont pas marché. Les conseils d'unité et le comité intersyndical de coordination ( C.I.C.) battent de l'aile. Certains essaient de tirer des conclusions de l'expérience.

Ce qui est le plus fréquent c'est la crainte des licenciements ou des mutations en province. En principe, les réductions d'effectifs doivent se faire par arrêt de l'embauche et non remplacement de ceux qui partent. Les syndicats qui exercent un contrôle sur l'embauche et doivent signer chaque dossier d'entrée ont déclaré qu'ils refuseraient de signer les propositions d'embauche.

MILDE - Aubervilliers- construction électrique- /

( un exposé sur cette entreprise figure dans le N° 71, p.18-19)

40 ouvriers, en majorité de moins de 25 ans- tôliers qui font 47h, et câbleurs 45h. Tous forment un groupe assez uni. Il y a deux mois, ils ont mené une grève perlée, arrêt d'un quart d'heure toutes les deux heures, pendant deux jours, la direction ayant réagi et accordé 0.50 d'augmentation aux O.S. ( la grille des salaires établie en mai les avait désavantagés). A chaque arrêt il y avait des réunions dans le



réfectoire et des discussions. Le délégué envisageait, s'il y avait des licenciements, d'occuper l'usine et de faire la grève de la faim. Très peu de contacts avec le siège et les autres usines ( 600 salariés).

DECORATION PUBLICITAIRE - Paris /

25 employés répartis en trois sections: atelier (menuiserie, peinture) décoration, dessin. Tous se sont mis d'accord pour solliciter une réunion avec la direction. Le patron a accepté. Au cours du débat il n'a été question, à aucun moment, de revendications de salaires ou des conditions de travail, mais de problèmes touchant la marche de l'entreprise et leur avenir. Peut-être voyaient-ils là un remède au mauvais climat de la boîte, à leur bas salaires, au favoritisme (prime de productivité variant de 0 à 100 Frs et distribuée par tête du client) mais personne n'a posé directement ces questions. Le cahier de revendications qui avait été constitué concernait l'organisation et la répartition du travail.

Des camarades font ressortir la situation particulière de ces entreprises (professions libérales, cabinets d'architectes, bureaux de dessin, publicité) où les travailleurs se laissent souvent prendre à l'intérêt du travail (dans l'entreprise considérée certains exécutent même gratuitement des maquettes pendant le week-end) et en même temps ressentent une frustration profonde d'avoir à exécuter des travaux qu'ils savent mauvais ou sans goût. Le besoin de créativité qui existe chez tous les travailleurs peut trouver ici à s'exprimer par une critique de ce qu'on leur fait faire, en raison de la nature particulière de leur travail et de la dimension de l'entreprise qui leur permettent de juger la "production" de l'entreprise et le procès de production. Ce qui n'est pas le cas directement dans les grandes entreprises.

CITROËN - Javel- Paris /

Comment on licencie.- Il s'agit d'un ouvrier entré chez Citroën en 1953 comme OS, devenu PI en 56, ayant travaillé en équipe de 53 à 66, à qui on avait fait faire un essai pour devenir technicien préparateur en janvier 67: on lui promet de passer P 2. Ses malheurs commencent après qu'il se fut inscrit en juillet 68 comme délégué CFTD suppléant pour les élections au comité d'entreprise.

extrait d'un tract CFTD, 15/1/69 :

".. à partir de ce moment, le travail confié à Grousseau est de moins bonne qualité.

".. le 27 décembre, Mr. Gaillardon, chef de service à St Charles, lui dit qu'il doit reprendre le travail le lundi 30 en équipe à Levallois, sur un "Solex".

"..le lundi 20, en présence du délégué Mr Salles, agent de secteur, prétend qu'il n'a pas été question de Levallois mais que la mutation en équipe est maintenue....

"Vendredi 3 janvier: après quelques jours de stage pour le "Solex" nouvelle discussion avec Salles, toujours en présence d'un délégué. L'agent de secteur dit qu'il n'a pas à entrer dans des considérations d'ordre familial, que le travail proposé l'est uniquement à Grousseau et à personne d'autre et que c'est l'accord (ou plutôt la soumission) ou le licenciement. Au sujet du déclassement, Salles précise qu'il n'est pas juge et que, si cela paraît humiliant pour l'ouvrier, il n'est pas touché quant à lui, agent de secteur... Il est précisé aussi que Grousseau restera définitivement à cette place. Les explications de l'intéressé se heurtent à un mur de mépris. A la fin, Grousseau dit que ce déclassement injustifié est une atteinte à la dignité humaine et qu'il ne peut accepter une modification unilatérale aussi importante de sa situation. Salles décide de le licencier immédiatement sans préavis. La suite se passe suivant le scénario habituel chez Citroën: Grousseau est immédiatement placé sous la garde d'un agent de maîtrise (dans quelle fonction?) chargé de le suivre dans tous ses déplacements ou de l'empêcher de se déplacer. " ...

Depuis mai, il y a eu 1000 licenciements chez Citroën à Paris, les uns pour suppression d'emploi, beaucoup d'autres pour "épuration". 3000 autres licenciements seraient prévus comme conséquence de la fusion Citroën-Fiat. Ils toucheront sans doute



les services techniques, mais comme ceux de juillet, ils serviront aussi une épuration plus poussée.

STRASBOURG - équipement téléphonique- cablage /

1000 ouvriers - entreprise paternaliste et raciste composée en majorité de femmes- horaires variables de 45 à 49 heures. Relations difficiles pour celui qui ne parle pas allemand. Les syndicats: CGT, parfaitement intégré à l'entreprise, la CFDT restée au stade de la CFTC d'il y a 10 ans. En mai, l'usine a été occupée par 10 personnes. Le patron n'y voyait pas d'inconvénient: il passait dans la nuit voir si tout allait bien. Certains sont rentrés avant: le patron leur a conseillé de ne pas faire de réflexion aux autres pour ne pas troubler les bonnes relations. Il n'y a pas eu de licenciements. Ce ne fut pas le cas dans une autre boîte (équipements hydrauliques) où tous les gauchistes ont été licenciés.

CODER - réparation et construction de wagons - Marseille- /

3000 ouvriers - un délégué syndical, secrétaire de l'une des sections CGT devait partir en mission volontaire. L'usage voulait qu'en pareil cas ce soit l'ouvrier travaillant avec lui habituellement qui le remplace dans son travail. Cette fois, l'ouvrier, un algérien, a refusé. Le délégué CGT lui a cassé la gueule de telle façon que l'algérien a dû aller à l'infirmerie où il a bien dû s'expliquer de ce qui s'était passé. Et la direction n'a pu faire autrement qu'une mise à pied du délégué.

Cette affaire, pour le moins significative des méthodes du "pouvoir syndical" dans l'entreprise, a déclenché l'intervention des groupes activistes de Marseille; (comité d'action ou autres). Un tract du comité d'action Etudiants-Travailleurs appelait à une réunion d'information contre la répression patronale sous l'étiquette " la participation commence", demandant la réintégration immédiate du "camarade" et dénonçant le "sale travail de propagande anti-syndical". Quand on sait la tendresse de la CGT pour les gauchistes, cela fait penser aux pro-chinois qui le 12 mai à Paris criaient inlassablement " Vive la CGT" alors qu'ils subissaient les assauts répétés du service d'ordre CGT.

Les pro-chinois ont aussi pris possession de l'affaire en dénonçant le racisme d'un délégué CGT.

Cette histoire est bien significative de l'activité des groupes "gauchistes". Dès qu'ils ont vent d'une affaire, c'est à qui ira de son tract, de son affiche sous les étiquettes les plus diverses. C'est ainsi qu'on a vu apparaître un tract d'un comité bidon " Etudiants-agriculteurs", un appel d'un "Syndicat Ouvrier du Bâtiment" qui n'aurait que deux membres mais annonçant fièrement " des ouvriers, délégués expérimentés ont créé un syndicat", alignant déjà des revendications impressionnantes et prônant l'unité d'action avec les autres syndicats. Pendant qu'on y est...

THIERY - confection de vêtement - Marseille /

C'est la liquidation: employés licenciés dont un délégué syndical. Ce qui vaut un tract du comité d'action et une affiche illustrant la participation sur le thème "défendez vous délégués".

E.D.F. -Marseille / - La semaine revendicative CGT est passée complètement inaperçue. Il en sera de même pour le 12 février. Pourquoi donc tout ce bruit autour de ces actions syndicales de routine.

NODET: matériel agricole- 300 ouvriers-Montereau / - La section syndicale CGT est entièrement dissoute (voir ICO N° 76- décembre 68). Les horaires n'ont plus de délégués. Le patron a déclaré: "il me faut un syndicat, ça ne peut pas aller comme ça". Même situation dans une boîte de métallurgie (60 ouvriers): il n'y avait pas de syndicat; réflexion du patron: ça ne peut pas durer comme ça, il faut faire un syndicat " maison", le patron ne veut pas entendre parler de la CGT.



# sur / C O discussions et critiques

## Des Comités d'Action Renault /

Critique et discussion de l'article du N° 77- janvier 69- p.20 et suiv.

- un camarade de Paris: pas d'accord avec le ton de l'article; on donne trop d'importance à Mothé en centrant la critique sur son activité et ses écrits. Certains arguments ne sont pas justifiés. Quand il est cité un passage de Socialisme ou Barbarie (avril juin 54- N° 14): "... soutenir les ouvriers qui s'en détachent et encourager pratiquement toute action indépendante.." cela ne correspond-il pas à notre propre activité? Ce même camarade marque son désaccord avec la phrase: " le mouvement ouvrier n'est pas fait de ce que pensent ou de ce que veulent ou ne veulent pas les travailleurs, mais de ce qu'ils font... et dans les conséquences que ce qu'ils font a pour la société capitaliste"..

- plusieurs autres camarades sont d'accord avec cette critique ---- (article trop personnalisé) et aussi pour dire que ce que pensent les travailleurs a aussi son importance. Présentement, ils acceptent par exemple, comme en mai, de rentrer dans le rang avec une augmentation de salaire. Les idées de Mothé expriment une réalité et chacun se pose à sa façon des questions: "qu'est-ce que nous faisons dans le monde où nous sommes, de quelle façon pouvons-nous agir sur lui". Nous-mêmes dans la brochure "la grève généralisée", en publiant les thèses de Pannekoek nous esquissons l'ébauche d'une société socialiste et c'est là aussi une certaine propagande pour une idée et une forme d'organisation d'une société future. Et si nous le disons en tant que travailleurs si d'autres travailleurs le pensent, c'est bien que ce que pensent et veulent les travailleurs a une importance et pas seulement ce qu'ils font: on rejoint ici une discussion qui avait été soulevée par certains camarades sur certaine contradiction quant au jugement sur les partis politiques que l'on dit inutiles et dont on dit plus loin qu'ils jouent un rôle ( voir brochure citée, pages 35 et 36 - lettre d'un camarade de Paris, N° 74 p.28- d'un camarade de New-York; N° 75- p.29).

- un camarade du livre souligne que les travailleurs subissent le choc en retour de mai: ils ont subi une défaite faute d'avoir compris en mai quelles étaient le sens de la lutte et ils supportent présentement le poids de cette défaite: exploitation accrue ( accélération des cadences, diminution des salaires, heures supplémentaires) et renforcement parallèle du pouvoir répressif des syndicats. Il est important qu'ils comprennent ce qu'est leur condition réelle et qu'ils agissent en conséquence.

- un autre camarade de Paris approuve par contre l'article et rejoint en cela ce qu'en écrit un camarade du midi: " l'article sur le bouquin des Cohn-Bendit est bon. Mais je comprends qu'ils aient insisté sur le léninisme. C'est d'actualité. Voir l'influence de Rouge et de Lutte Ouvrière sans compter les Maoïstes et le P.C. Il faut s'acharmer à démolir tout ce qui représente la notion d'élitisme. Le fait que vous ayez cru nécessaire de reprendre une critique impitoyable de Mothé est dans ce sens.. Il faut polémiquer à bloc, ne rien laisser passer.. On peut participer à des organismes qui viennent autant d'en bas que d'en haut, mais il faut dire ce qu'on en pense.. Ce n'est pas là du sectarisme mais la crainte d'encourager la confusion "...

- le camarade qui a écrit l'article pense que le passage cité de Socialisme ou Barbarie se plaçait dans la perspective de la formation de groupes d'entreprises d'ouvriers "conscients" ayant une activité militante : la conception définie dans cet article était mise en pratique chez Renault dans le groupe publiant "Tribune Ouvrière"; lorsque ce groupe a éclaté, les uns ont formé Voix Ouvrière, d'autres comme Mothé sont entrés dans les syndicats, tout en continuant d'appartenir à Socialisme ou Barbarie qui publiait à l'époque aussi le mensuel Pouvoir Ouvrier. L'article avait pour



but de montrer, à travers les idées exprimées par Mothé, qu'il avait conservé en dépit de ses appartenances successives et apparemment contradictoires, la même notion de "l'élite" de "minorité agissante". Ce sont ces questions qui sont au centre des débats autour de l'organisation dans les groupes ou comités d'action. Nous y reviendrons. Il y a une différence fondamentale entre l'activité d'un groupe, quel qu'il soit, qui se définit comme l'organisateur de tout ou partie de l'action ouvrière et celui qui pose comme principe que toute action ne peut être que l'action autonome de la classe ouvrière et qui cherche, par des informations et des explications à expliquer les changements importants dans la société et la nécessité d'une direction des ouvriers par eux-mêmes dans toutes leurs actions comme dans le travail productif et tous les secteurs de la vie dans un monde nouveau. La "conscience" que les travailleurs peuvent montrer ne peut apparaître qu'au cours des luttes et à mesure du développement de ces luttes. La compréhension et la pensée qu'ils peuvent avoir de ce qu'ils font ne sont pas essentiels. Ils peuvent aller beaucoup plus loin dans les faits qu'ils ne le pensent dans leurs idées. Parallèlement, l'attitude quotidienne face au travail et à l'ensemble des conditions de vie "aliénés" y compris tout ce qui est classé comme passivité et même participation à l'aliénation, peut avoir des conséquences importantes pour le capitalisme, car ce qui est essentiel pour la société d'exploitation, c'est que les exploités restent dans tous les domaines, dans les limites étroites qu'on leur assigne, ce qu'ils ne font pratiquement jamais.

Cette discussion touche effectivement des points soulevés antérieurement par différents camarades et montre des positions divergentes entre les camarades d'ICO. Elles seront reprises dans d'autres textes.

I.C.O. à la croisée des chemins: ( d'un camarade de Marseille)

" C'est bien la supposition que l'on est tenté de faire et la crainte que l'on pourrait manifester après les articles "A chacun de répondre" (N° 75) et "Un journal: Passer-Outre " (N° 76). Supposition, parce que la fusion avec d'autres publications est envisagée; crainte parce que si la fusion se réalise, il est permis de penser que l'esprit d'I.C.O. court un risque. N'accablons pas les promoteurs ou les responsables des journaux, revues, ou bulletins qui seraient prêts à unir leur destinée à I.C.O. Rien n'autorise quiconque à douter de leur sincérité. Mais I.C.O. paraît depuis plusieurs années déjà et son succès grandissant montre combien son existence était attendue. Chacun peut s'y exprimer à son aise, exposer ses doléances, faire part de ses critiques, livrer les constatations faites de ci, de là, dénoncer les abus, les passe-droit, les injustices; aucune complicité avec les auteurs, quelle que soit leur étiquette politique ou spirituelle. L'indépendance totale, quoi. Peut-on demander mieux?

" Ainsi, tout au long des pages, les exposés font ressortir les malaises qui règnent dans les corporations, les entreprises, sur le marché du travail aussi bien que dans les universités, sans souci des frontières qu'elles soient étatiques ou sociales. La formule est à la fois inédite et indispensable. Au fur et à mesure que passent les mois, la réaction contre la duperie politico-syndicale s'accroît, se développe; l'envoûtement exercé par les Janus-sirènes au service des technocrates s'effrite. Il faut que cela se sache, il faut que l'information s'amplifie, il faut que l'union des mécontents se réalise; le mirage et l'étouffement n'ont que trop duré.

" seulement, c'est à ces mécontents qu'il appartient de se grouper d'étudier et de proposer des solutions de rechange. Par corporation? Par entreprise? Non! par un brassage plus large, en prenant contact les uns les autres. Une liaison est nécessaire; le rôle d'I.C.O. est tout désigné, il paraît n'y avoir pas failli jusqu'ici. Sommes-nous arrivés à maturité pour ces contacts? L'avenir, que l'on souhaite proche, nous répondra. Et il appartient à ICO de poursuivre sa tâche, de persévérer dans la voie dans laquelle il s'est engagé. Pourquoi dès lors vouloir l'intégrer, en compagnie d'autres publications, sous un vocable qui le rejette presque dans l'anonymat? Oh, il est bien tentant, avouons-le de manipuler un journal imprimé. Mais pourquoi ce journal ne serait-il pas tout simplement ICO qui a fait ses preuves? Nos camarades qui se rebiffent à l'occasion de leur réveil et qui font un effort de publications diverses connais-



sent-ils ICO? Si oui, pourquoi ne lui font-ils pas confiance à lui, le vétéran? Simon, qu'ils demandent des références: la collection complète d'ICO doit bien exister quelque part; qu'ils la consultent, soyons sûrs qu'alors ils seront conquis. Il existe suffisamment d'autres journaux avec éditoriaux, articles de fond, articles leaders ou études portant des signatures et défendant une tendance définie, généralement imposée par une équipe de rédacteurs attitrés. Sachons éviter à ICO de tomber dans la même erreur."

A propos du livre des situationnistes

( voir ICO N° 77- p.27)

- d'une camarade de Montpellier: " il est impossible que des gens qui se prétendent révolutionnaires, qui critiquent tous les groupes léninistes et les bureaucraties de toutes sortes, tombent presque dans les mêmes erreurs que ces groupes qu'ils condamnent. Malgré leur rejet de la notion d'avant-garde dirigeante des masses, leur praxis et la critique de l'activité de certains groupes laisse entrevoir le contraire. A travers tout le livre, il n'est question que de leur rôle dans le mouvement de mai et à les entendre c'est eux qui en sont à l'origine." Les situationnistes par exemple, qui avaient dénoncé et combattu l'organisation des apparences au stade spectaculaire de la société marchande, avaient depuis des années très exactement prévu l'explosion actuelle et ses suites " (p.7). Il est vrai que la circulation d'idées, de certains concepts, tels que les conseils ouvriers, est importante. Mais il ne suffit pas de lancer une idée pour qu'elle soit effectivement reçue et discutée par les gens qu'on veut toucher. Un concept abstrait même s'il reflète une vérité, ne peut être vécu par les travailleurs que s'il se matérialise dans leur réalité quotidienne. Et cela semble être oublié par les Intellectuels qui ont écrit ce livre. C'est pourquoi on trouve si peu d'informations sur les usines occupées. C'est pourquoi ils donnent tant d'importance aux mouvements étudiants dont l'occupation des facultés fut une action "exemplaire" d'après eux, pour les travailleurs.

" On n'arrive à toucher les gens qu'en leur parlant de ce qu'ils vivent directement au niveau même le plus irrationnel parfois. Et pour le savoir il faut vivre avec eux, là où ils sont, dans leur travail. C'est pourquoi seul le travail de l'intérieur peut réellement avoir une portée sur la réflexion des gens. En tant que travailleurs, on doit s'intégrer dans les organes de lutte nés dans l'action, et des slogans qui seraient élaborés en groupes à l'extérieur de cela, auraient moins d'importance. La position d'intellectuels des situationnistes les a logiquement amenés à se regrouper entre eux pour diffuser les concepts élaborés ensemble. Si leur livre montre bien la force explosive que peut prendre une telle action de groupe et refléter une libération de toutes les contraintes, ils ont l'air d'oublier que c'est dans les usines que se passe l'essentiel. Et ils ne semblent pas avoir évité le danger de devenir prisonnier de leur propre langage. "

- d'un camarade italien: " nous désirons avoir des contacts avec vous pour échanger du matériel d'étude, bulletin, journaux, pour pouvoir se connaître et s'aider quand l'occasion s'en présentera. Nous traduisons la brochure "La grève généralisée en France" que vous nous avez envoyée, et dès que l'on aura photocopié le texte on vous l'enverra en langue italienne. Le même travail de traduction est fait pour l'étude sur l'auto-gestion élaboré par Noir et Rouge, considérée par nous comme très important.

Nous sommes un groupe d'étudiants et d'ouvriers qui effectuons constamment un travail politique dans la région ligure (Savone, Vallée de Bormida) et nous sommes liés avec d'autres groupes dans toute l'Italie.



# ESPAÑE

Lettre de-Madrid ( début janvier):

" Les lumières à profusion, le luxe des vitrines, la masse des voitures, les bars pleins, font croire que "tout le monde est content". Mais il suffit de prendre le "métro" pour avoir une autre opinion. Les dures conditions de leur vie sont peintes sur les visages fatigués des travailleurs entassés comme du bétail pour arriver dans des banlieues pleines de boue, où les rues attendent depuis des années d'être éclairées ou simplement pavées.

L'année 1968 a été dure. Beaucoup d'entreprises fermées après "expédient de crise" (dépôt de bilan) dans la métallurgie. Ces jours-ci le bâtiment opère des licenciements : des ouvriers qui à quelques jours près avaient droit à la paye extraordinaire de Noël; pour y avoir droit il fallait six mois de présence.. Les salaires sont restés bloqués et la feuille de paye de décembre 68 est la même que celle de 1967. Avec tous les a-côtés ( primes, payes doubles, etc..) elle dépasse rarement 7000 pesetas par mois. Pour la grande majorité elle est plutôt inférieure. Le pouvoir d'achat a diminué par la poussée des prix des articles de consommation courante, la suppression des heures supplémentaires et la chasse au "pluri-emploi".

Nous sommes néanmoins sollicités de partout par une publicité délirante De l'appartement à la petite "Seat" en passant par le frigo, le téléphone et la télé. Si vous ne pouvez pas payer, vous le ferez plus tard. A crédit. Alors les traites s'accumulent..

Dans ce pays les augmentations sont toujours pour plus tard. Le salaire minimum est passé à 102 pesetas par jour, et les salaires peuvent monter au maximum de 5,9%. Ces mesures sont annoncées depuis le mois d'août dernier mais personne n'a jamais vu un sou. Par contre les hausses des cotisations de la sécurité sociale et des syndicats ont été appliquées immédiatement. On annonce le "déblocage" pour le début de 1969. Cette fois nous y serons en bonne compagnie puisque les salaires des curés vont être rajustés d'une façon substantielle : 100% de rallonge.

La lutte contre cette situation prend toutes les formes. Dans les ateliers et dans les usines on n'a pas peur de débrayer pour des motifs d'ordre salarial et aussi contre l'arbitraire des chefs. Tous les moyens sont bons pour gagner un peu plus. On cherche à faire des heures, et il arrive même que cette solution soit préférée à l'embauche d'autres travailleurs.. Je connais un atelier où les ouvrières vont pointer l'heure de sortie et retournent ensuite pour faire des heures supplémentaires non déclarées. Chaque fois que c'est possible, on échappe au contrôle. Dans certaines corporations (bâtiment, garçons de café, etc..) les ouvriers organisent de véritables bourses de travail dans le dos des syndicats.

L'émigration rurale vers les villes est un facteur de frein pour les salaires. Les paysans n'ont jamais vu des sommes pareilles et se font embaucher à des taux très bas; mais l'apprentissage est vite fait et il n'est pas rare que les manoeuvres qui acceptent aujourd'hui un salaire le contestent le lendemain. Dans les villages c'est autre chose. Les rares ouvriers qui restent imposent des hausses de salaires (cueillette des olives, etc..).

Par la presse vous êtes au courant des grèves dans les Asturies (ici la grève étant interdite cela s'appelle pudiquement arrêt du travail), la troisième depuis peu. Les deux premières furent de solidarité. Celle-ci pour protester contre l'heure en plus (huit au lieu de sept) imposée aux silicosés qui travaillent au jour. L'initiative des mouvements a été le fait de la base. Les mineurs tiennent le coup, mais seuls. Pour le moment, les revendications restent dans l'atelier et ne sortent pas dans la rue.



Les syndicats sont ici une énorme machine bureaucratique, un ministère. Les chefs sont nommés de haut en bas comme dans n'importe quelle administration. Les délégués d'atelier ("enlaces") ce sont des copains désignés par nous, mais déjà c'est moins vrai chez les "jurados" membres du Comité d'Etablissement. Dans les mines, les patrons leur ont dit: "mes amis, pour donner l'exemple, vous allez faire les jaunes, et rentrer au travail les premiers". La plupart ont obéi. Chez Barreiros (Simca-Chrysler) 2000 ouvriers ont dénoncé publiquement le jurado de l'entreprise et le syndicat:

1°/ d'approuver les licenciements

2°/ de vol d'un million de pts de la caisse de solidarité

La même accusation est portée contre certains "jurados" des travailleurs des banques. Quand sous la pression d'en bas un honnête homme arrive à occuper un poste dans la section sociale d'un syndicat, les autorités "syndicalistes" le chassent et la police vient l'arrêter.. Ce sont ces syndicats, haïs de tous, que les "minorités" (catholiques, stalinistes et autres) essaient de noyauter. Chacun voudrait s'en servir et rouler l'autre. Beaucoup de jeunes combattifs font les frais de cette opération.

Les initiatives ouvrières sont souvent transformées par les bureaucrates présents ou futurs en pétitions. Pour un oui, ou pour un non, on envoie des milliers de signatures à nos ministres, "procuradores" (députés) et au sommet du Palais des syndicats.. Dans le même esprit, les conflits sont souvent prétexte à mettre notre cause dans les mains d'un "bon avocat" et la faire traîner pendant des mois dans la paperasserie de la magistrature du travail...

Les étudiants, étant donné leur origine sociale, sont loin de nous, et ils le sont en plus par l'emplacement des Cités Universitaires. La bagarre est plus facile pour eux et la répression est moins dure. Souvent ils peuvent payer les lourdes amendes tandis que l'ouvrier c'est la prison ou le chômage. Mais peu à peu la liaison s'établit surtout avec les jeunes travailleurs et les manifs étudiantes touchent les quartiers populaires.

Ces mouvements sont les uns corporatifs comme celui des ingénieurs en concurrence avec les techniciens pour le diplôme accordé à ces derniers.

Les autres, les plus nombreux, sont pour la liberté d'association et contre le régime.

Le gouvernement essaie d'octroyer une réforme avec un ministre "libéral" et remplacer le syndicat officiel le SEU par des associations moins marquées, mais l'échec des dirigeants est total et ce sont seules les "Assemblées libres" qui recueillent l'approbation des étudiants.

La radio est très économe des informations du pays et quand elle commence à faire la morale et sermonner les jeunes c'est pour nous le signe qu'il se passe quelque chose chez les étudiants. Tel fut le cas le jour de l'incendie de la vieille Université.

La presse informe mieux. Les conflits du travail et universitaires sont notés sur un ton rassurant et perdus bien souvent dans les chroniques de faits divers.

Par exemple les journaux n'ont pas caché le mouvement de femmes de prisonniers politiques, qui ont occupé des églises pour protester contre les mesures prises par l'administration pénitentiaire, principalement contre l'utilisation de micros pour intercepter les propos échangés lors des visites aux détenus.

Les journaux essaient tous de faire un brin d'opposition et on devine derrière chacun les différents groupes qui se disputent le pouvoir: monarchistes (ABC) l'Eglise (YA) l'Opus ("Madrid"), les bureaucrates de la Phalange ("S.P.", "Pueblo") etc..

Il y a une grande méfiance sur toute la presse, méfiance qui s'étend à toute publication, livre, ou brochure autorisée. La littérature marxiste est achetée surtout par les étudiants, parce qu'en plus, elle est chère pour un ouvrier. Un livre de poche est vendu souvent cent pesetas, c'est-à-dire pour beaucoup le salaire d'une demie ou d'une journée entière de travail. Malgré tout, on lit, et selon le sondage de novembre dernier les 3 livres les plus lus ont été:



" L'Encyclique sur la régulation des naissances " de Paul VI  
" Eros et Civilisation " de Marcuse  
" Le Journal de Che Guevara "

Il me reste, pour finir, à vous dire l'intérêt que les événements de mai ont suscité ici. La presse et la télé ont donné une information alarmiste mais chacun avait pris parti, et plus tard la trace est restée, aussi bien chez les dirigeants que chez les ouvriers et les étudiants.

-----  
Lettre de Madrid: (début février)

" Je suppose que tu lis nos "feuilles de choux" et tu es donc au courant des nouvelles mesures adoptées par le régime. Ici en réalité on n'aperçoit pas un grand changement dans la vie quotidienne. C'est dans le Nord, il me semble, que se trouve le noeud du problème. Mais je pense que bientôt nous allons vivre des événements au niveau national " ...

oooooooooooo

UNE JOURNÉE D'ACTION de la C.G.T.

Pourquoi tant de battage?

On en parle plus dans les groupuscules, dans les comités d'action, ou les A.G. d'étudiants activistes que dans les boîtes.

C'est normal. Pour les travailleurs, ce n'est jamais qu'une centième journée d'action lancée par un ou plusieurs syndicats, qu'ils apprennent par la radio, et dont ils se demandent après, où et quand elle a bien pu se passer.

Pour un syndicat comme la CGT, il peut y avoir beaucoup de motifs de donner un tel mot d'ordre. Peu importe car ils ne peuvent être que tactiques par rapport aux dirigeants de l'économie, au gouvernement, aux autres centrales, aux travailleurs, aux retombées politiques dans le sens du P.C. L'organisation d'une telle journée révèle une juxtaposition d'astuces, de barrières et de pièges.

Quoiqu'on fasse à son égard, on apporte de l'eau au moulin du syndicat organisateur car tout y a été organisé par en haut et ne peut sortir du cadre fixé; s'il y avait tant soit peu une menace générale de débordement, la CGT ne l'aurait pas organisée. Pour les "gauchistes" le piège principal est la surenchère. "1/2 journée de grève, ce n'est pas assez, il faut 24h." Certaines sections syndicales FO et CFTD y mordent. Les comités d'action aussi. On a entendu un camarade du livre, membre de la C.N.T. dire au nom d'un C.A. " il faut donner un mot d'ordre de 24h."; ce même camarade venait de faire une critique des tentatives d'embrigadement politique par les trotskistes dans les Comités d'Alliance Ouvrière et de dénoncer justement la répression menée par la CGT dans différentes imprimeries. Contradiction fréquente, mais c'est là qu'on aboutit lorsqu'on se place vis à vis des travailleurs dans la même position que les syndicats, les partis, de minorité agissante ou révolutionnaire. La surenchère sur le terrain avancé par les organisations ne profite qu'aux organisations. La CGT compte bien mouliner sa "journée" avec des mouvements plus conséquents "laissés à l'initiative de la base" c'est-à-dire des entreprises où actuellement il y a un conflit ouvert sur des faits particuliers. Elle compte bien sur les "gauchistes" pour l'y aider: elle fichera les "provocateurs" et mettra le résultat de leur activisme à son compte.

Plutôt que de rester silencieux, certains membres de comités d'action pensent profiter de la "journée" pour dire des choses simples qui font réfléchir. Voici deux tracts, l'un du C.A. Rateau, l'autre du C.A. Hachette:

" Pourquoi le C.A. Rateau n'est pas d'accord sur la "journée d'action" organisée par la CGT: nous estimons:

" 1° que cette action est une action-bidon, à forme publicitaire afin de redorer un blason quelque peu terni après la prise de conscience des travailleurs en 1968.



" 2° que la forme de l'action est anti démocratique parce que décidée par le comité exécutif d'une centrale syndicale sans l'avis préalable de la base.

" 3° que cette action est inefficace parce qu'elle n'apporte rien de tangible aux travailleurs qui se laisseraient entraîner .

" 4° que nous ne sommes plus au temps des défilés afin de compter les effectifs, comme cela s'est trop souvent produit dans le passé.

"en conclusion : pour toutes les raisons énumérées ci dessus , nous ne pouvons nous associer à cette manoeuvre qui n'aura pour résultat que de faire perdre une journée de salaire aux travailleurs ." ( C. A. Rateau )

"La CGT appelle à la grève le 12 février : travailleurs : l'avez vous décidée?

-que pensez vous de l'efficacité d'une mini grève ?

-récupérer votre pouvoir d'achat déjà perdu sera-t-il votre seule revendication ?

"si vous n'avez pas renoncé aux objectifs de mai 68 ,venez nous donner votre avis " ( C A Hachette )

Les critiques des autres syndicats ne visent à dénoncer que les manoeuvres d'une organisation rivale. Il n'est pas question de l'avis des travailleurs . Témoin ce tract CFDT -Renault du 6 février :

"La CFDT ne marchera pas . Après ce que nous venons de dire plus haut , il est évident que la CFDT Renault est particulièrement réticente à ce genre de mouvement .  
Mouvement décidé dans les bureaux parisiens d'une seule organisation syndicale , sans que les moyens élémentaires d'arriver à une décision commune avec les autres organisations syndicales soient pris .

Cette mauvaise préparation en limite par avance le succès .

Ou bien l'on veut que ce soit une journée d'action marquante , dans ce cas on prend le temps nécessaire , les contacts nécessaires et l'on discute avec les autres organisations de l'opportunité du mouvement , de la forme d'action , de la date , de la durée et des revendications qui seront mises en avant . Ou bien l'on veut que cela n'aille pas trop loin , alors on décide seul en disant aux autres : "suivez si vous voulez " .

Il faut bien comprendre : la CFDT est contre , non parce que la CGT se fiche de ce que veulent les travailleurs mais simplement parce qu'elle n'a pas consulté la CFDT pour fixer à deux ou trois syndicats au lieu d'un seul ce que les travailleurs doivent faire .

Qu'en pensent les travailleurs ?

De l'avis de la plupart des camarades , ils ne sont pas dupes : ils savent bien qu'ils n'obtiendront pas en 1 ou 2 heures de grève ce qu'ils n'ont pas atteint après 3 ou 4 semaines de grève généralisée . Dans la plupart des boites la majorité est hostile à la journée d'action . Mais pour que la CGT n'abuse pas à nouveau du silence et de l'inaction pour dénoncer "la passivité des travailleurs " ou bien "ceux qui font le jeu du patron, il faut , si on se déclare contre la grève , prendre nettement position . Pas individuellement , mais tous les travailleurs concernés . L'exemple le plus significatif est donné par une petite imprimerie : deux assemblées des ouvriers sur le tas pendant le travail , dont la durée a dépassé celle du "mot d'ordre syndical " . Elles ont abouti à deux motions : l'une destinée au syndicat du livre CGT pour dire qu'il n'y aurait pas de débrayage le 12 et pourquoi , l'autre destinée au patron lui annonçant la nouvelle mais avec les raisons pour qu'il ne pavoise pas et n'en tire pas de conclusions erronées .

Comme toujours , ce sont les travailleurs qui doivent trancher . La forme d'action qu'ils auront décidée , l'opinion qu'ils auront émise , ne sont pas des modèles en elles mêmes . L'important est que tout ait été décidé en commun après discussion de tous et que ce qui ressorte soit l'opinion de la majorité des travailleurs de l'entreprise . Une motion élaborée et votée par la base est beaucoup plus importante qu'un mot d'ordre syndical suivi à 100 % .



... C'est ce que nous taxons de gauchisme est la plaie du mouvement ouvrier. Depuis que les travailleurs se battent, ils retrouvent de décennies en décennies les mêmes procédés sous d'autres visages. Le gauchisme est l'arme de la bourgeoisie. Pourquoi envoyer la police lorsque la bourgeoisie dispose de ses propres fils pour créer le trouble et la déconsidération des travailleurs auprès de l'ensemble de la population..... Chacun commence à voir que cette débauche provoquée par ces individus n'est que tromperie. Un

jour, il nous faudra bien refouler des portes de l'usine ces anti ouvriers et par là même anti communistes notoires qui ne sont là en fait que pour mieux servir leur classe : la société capitaliste "

Echo des Métallos Renault  
Section Renault du PC n° II7 - I2-68  
oooooooooooo

La CGT vient de gagner 495.000 F. Le gouvernement lui versera en 1969 760.000 F contre 265.000 en 1968 pour assurer la formation économique et sociale de ses militants ... Fin mai, à Grenelle, Séguy s'en était plaint au cours d'un tête à tête avec Georges Pompidou. Le pouvoir vient de faire un pas  
oooooooo Express 7-10-68

la suite de mai

- d'un camarade du Midi:

" .. si j'écris ce soir, c'est surtout à cause de cette situation dans les Universités qui s'aggrave et donne une idée de ce que seront les prochains conflits en milieu ouvrier. Les menottes d'Herzberg, les appariteurs musclés, les communistes à la tête de la lutte contre les "gauchistes" si l'on transpose ça dans les entreprises c'est le fascisme à la française.

" les flics partout, fonçant à la moindre anicroche, les sanctions contre les "occupants", les sursis annulés, sans aucun doute les bourses supprimées, ça peut aussi s'appliquer dans les taules sous des formes adaptées.

" car après tout, les établissements d'enseignements, c'est aussi des taules, avec leur direction, leur hiérarchie, leur rendement, etc.. Et aussi au sein des étudiants et lycéens la division entre durs de gauche, tièdes et modérés et durs de droite, et les contre révolutionnaires d'obéissance communiste. Dans les usines, bureaux, chantiers, les travailleurs se rendent-ils compte que demain ce sera leur tour? C'est le régime Citroën et Simca aggravé qui les attend, avec la participation active des stals. Toute l'information est mobilisée pour isoler l'action des étudiants et lycéens. Que faire pour faire connaître ce qui se passe et ne pas laisser les jeunes combattre seuls? Si les travailleurs ne manifestent pas leur soutien, même modestement, dans quelques mois ils s'en mordront les doigts.

"... le récent accord avec le patronat au sujet du chômage prouve s'il en était besoin, combien les syndicats sont intégrés au système. Quelles entourloupettes vont-ils manigancer pour mars? "

Angers:

Différents journaux ont donné le récit du procès fait aux jeunes d'Angers pour "injure à l'armée", suite à ce que nous en avons dit dans les Nos 75 et 77 d'ICO.

En recoupant Le Monde, le Canard Enchaîné, le Courrier de l'Ouest, on peut se faire une idée approximative. Dans Lutte Ouvrière N° 29, est reproduite une correspondance collective, donnant les détails d'une journée qui aboutit à la création d'un "mouvement du 22 janvier", - à l'exception de la phrase " l'unité face à l'action une fois de plus dans la spontanéité, était prouvée "



Verdict:

le "meneur et théoricien" 15 jours avec sursis, 400 Frs  
d'amende

"l'homme de mains" 10 jours ferme

deux comparses 500 Frs, un autre moins coté 400 Frs  
plus 500 frs de frais d'huissier pour convocation de témoins.

En tout: 2300 Frs-

des camarades d'Angers lancent une souscription pour régler le tout  
(passer par ICO) (des photos de la journée ci-dessus sont également disponibles).

La suite: "on vous cache: 21 et 22 janvier: casernes consignées de peur  
d'une manifestation des appels en faveur des inculpés.

22 janvier, 2h du matin, rue St Blaise, violences faites à des colleurs d'affiches par la police (jetés à terre, coups de pieds, coups de poings, gifles, lunettes cassées). Thème de l'affiche: liberté d'expression, halte à la répression.

23 janvier: aucune photo dans la presse montrant: les gardes mobiles en armes, les policiers matraquant les manifestants assis dans la salle des Pas Perdus.

30 janvier, 2h30 du matin: 2 militants passat devant l'Hôtel du Progrès, pris à partie par des policiers en civil, emmenés dans la rue voisine; là les policiers montrèrent leur carte de police et frappèrent les interpellés.

5 février: ce que le C.O. appelle pudiquement "des mesures exceptionnelles pour éviter de nouveaux troubles" et ce que C.F. tait:

- contrôle systématique à la gare des voyageurs "d'aspect étudiantin" en provenance de Paris, Nantes, Tours,...
- barrages sur toutes les routes d'accès menant à Angers
- 8 cars de gardes mobiles
- de nombreux inspecteurs de police venus d'autres villes,
- casernes angevines de nouveau consignées. " (tract du C.A. Angers)

" Camarades, nous sommes au point zéro, il faut en prendre conscience plus de querelles de clochers et d'enculades de mouches. Repartir de zéro. Construire. Inventer autre chose qu'une organisation aliénante et répressive. La lutte des classes, telle qu'elle se manifeste actuellement avec violence (grèves, manifestations, affrontements, actions diverses, etc..) En dehors du canal de la politique traditionnelle c'est à nous d'y consacrer toutes nos énergies, car c'est ainsi et pas autrement que le capitalisme sera définitivement achevé. Qui a intérêt à imposer la ségrégation entre travailleurs et étudiants? D'abord la classe dirigeante et ensuite les organisation intégrées au système d'exploitation capitaliste. Brisons ces chaînes pourries.

"... saisissons toutes les contradictions du système d'exploitation convoquons les, dénonçons-les. C'est à nous d'inventer les formes et les contenus de notre lutte selon nos besoins, à notre désir (et pas à celui du pouvoir ou des bureaucrates). Coordinons nos énergies, prenons en mains nos propres vies. La Révolution commence dans la vie quotidienne.... Vive la gestion directe et l'action directe "

(tract du Mouvement du 22 janvier)

Bordeaux: le procès en cour de sûreté de l'Etat des 14 dynamiteurs de Bordeaux a été avancé de plus d'un mois pour tomber immédiatement après les plastiquages de Paris. Aucune position connue de la défense (certains avocats étaient appointés par l'UNEF), dont les arguments se réduisaient à des appels à la clémence et à une psychologie style courrier du cœur. Par ailleurs, des pressions insistantes ont été faites pour qu'aucune manifestation à Bordeaux ne vienne troubler le climat (comme s'il était détendu). L'étudiant marocain qui avait simplement prêté sa piaule au groupe



le soir des attentats contre les commissariats et n'était même pas présent, a pris deux ans ferme.

Toulouse:

" dans le cadre de l'affaire concernant les platiqages de banques, nous avons été arrêtés ma compagne et moi, le 11 décembre (perquisition à domicile bien entendu) et gardé à vue pendant 3 jours. Aucune charge n'ayant été retenue contre nous, nous avons été libérés avec des excuses écrites.

" le surlendemain, je me pointe sur le lieu de mon travail où l'on me fait savoir que je suis licencié. Ni plus ni moins. La raison que l'Inspecteur du Travail me donne est la suivante: " activités subversives extra-professionnelles au sein de l'entreprise ".

" en réalité d'après les renseignements que j'ai pu obtenir, le Conseil d'administration de la "boîte" s'est vengé de mon attitude en mai 68 et je n'ai fait que payer leurs pots cassés durant cette période. Il est un fait, c'est que sur le plan strictement légal (dont je n'ai que faire) mes ex-employeurs sont dans leur tort le plus absolu. Je n'ai pas pu prévenir de mon absence, étant tenu au secret et elle n'est pas immotivée. D'autre part, il n'y a pas faute professionnelle d'autant qu'ils m'ont fait un certificat de travail tout ce qu'il y a de plus élogieux. Disons qu'ils ont profité de cette occasion (les journaux locaux en avaient parlé durant notre détention) pour se débarrasser avec l'accord du seul syndicat de la boîte, la CGT, de quelqu'un qui les gênait.

" les ouvriers sont venus me trouver le jour même et m'ont fait savoir qu'ils étaient prêts à me soutenir par une grève illimitée jusqu'à ma réintégration dans l'entreprise; je leur ai dit que je ne voulais pas être "réintégré" pour deux raisons:

- le climat dans lequel je travaillais depuis mai était insoutenable je n'en pouvais plus et puisqu'il s'agissait de lutte de classes, donc de rapports des forcés, et que ce rapport était en leur faveur, il n'y avait plus qu'à faire en sorte de le renverser à notre profit. Je n'avais pas à supplier ni à me mettre à genoux.

- dans le cas où j'aurais accepté de mener cette lutte et qu'elle se solde par ma "réintégration" j'aurais été licencié un mois ou deux après pour faute professionnelle. la lutte menée précédemment n'ayant servi de rien".

Montereau:

A la maison de jeunes ( voir ICO N° 73, p.7)

Aucun directeur n'a remplacé celui qui est parti, mais la maison était restée ouverte et les jeunes l'utilisaient à leur gré, un peu trop au gré des autorités et des membres du conseil d'administration.

Personne ne sait trop qui a pris prétexte d'incidents survenus au cours d'une boum pour fermer la maison le samedi 28 décembre. En début d'après-midi 40 jeunes se retrouvaient devant la porte fermée. Un responsable du conseil d'administration vint leur expliquer très évasivement la "décision" et amonça qu'un conseil devait se réunir dans la soirée pour "examiner la situation". Quelque temps plus tard, une quinzaine de jeunes occupaient la maison fermée, suivis par une vingtaine ensuite, sans effraction, les autorités en sont encore à se demander comment ils ont fait. Et le soir le conseil d'administration dut admettre de siéger en présence de tous les jeunes de revenir sur la décision de fermeture et de laisser la gestion de la maison aux jeunes eux-mêmes. Un nouveau directeur a finalement été nommé fin janvier, mais il n'est pas encore pratiquement entré en fonction.

Sur La situation à Nanterre: un nouveau "Bulletin de désintoxication" du 3/2/69 donne des précisions sur les 80 "appariteurs" et les "incidents" du 31 janvier (envoi sur demande). Mais les avis divergent sur la "situation" dans les facultés à Paris



Dans les facultés de Paris:

Ce qu'en disent des témoins, ou les étudiants eux-mêmes est contradictoire. Dans certaines disciplines (droit) le comité d'action est ultra-minoritaire et se contente de sortir des textes. Dans d'autres, comme aux Beaux-Arts, il n'y a pratiquement pas d'enseignement: le gouvernement reconduit l'inaction et c'est la démoralisation. A Censier, la "grève active" doit permettre de discuter politique partout où c'est possible alors que le fonctionnement de la faculté paraît continuer normalement. L'administration a même été jusqu'à tirer des tracts des C.A., dans certaines

Un avis autorisé:

" Le problème est très difficile. Quand on essaie de récupérer les drogués en les raisonnant, on se fait traiter d'assistantes sociales, de cathos, de curés. Si on leur donne une correction, on se fait traiter de flics. Pourtant, il nous faut agir vite et pour cela nous débarrasser de nos complexes et éviter toute démagogie. La drogue doit disparaître de Nanterre avec ce qu'elle signifie. A Cronstadt certains amars étaient dangereux, Lénine les a fait fusiller ".  
( déclaration d'un résident de Nanterre- Le Nouvel Observateur -9/12/68)

limites, sans doute pour éviter une occupation et des pertes de matériel. A Nanterre, certains vantent le sérieux des A.G. d'où sont régulièrement exclus les délirants de l'ex-FER et les super activistes "enragés" et où sont abordés les "problèmes" d'une manière approfondie. A la Halle aux Vins, les A.G. regroupent toujours aussi un ou deux milliers d'étudiants "mobilisables": mais tout événement n'est finalement que prétexte à réunion et à discussion interminables. A Vincennes c'est la même chose. En regard des arrestations, des 34 exclusions, des autres menaces, les étudiants ou plutôt la "minorité active" sinon agissante, tourne en rond, incapable d'opposer quoi que ce soit d'effectif. A cause de son isolement disent les uns, à cause de son conformisme

disent les autres.

Certains n'hésitent pas à dire que les C.A. étudiants deviennent une sorte de CGT étudiante, avec les mêmes palabres, le même respect de "l'ordre", le souci de ne pas se mettre à dos "l'opinion publique", etc.. Il y a une sorte d'officialisation de la contestation. On s'inscrit dans tel bureau pour tel ou tel certificat et dans tel autre pour la contestation. A Censier, chaque officine a de nouveau son étal et un bureau organise toutes les activités. Il sort de tout cela un ennui profond et quelques lueurs d'un dépassement. A Vincennes, les étudiants se divisent en deux catégories: les étudiants "tranquilles", ceux qui veulent étudier, et les agités politiques des groupuscules ou pseudo groupuscules. Quelques uns essaient de discuter des études elles-mêmes, si ça sert à quelque chose, si réellement c'est intéressant, de la division du travail manuel-intellectuel, de cerner ce qu'est réellement le savoir universitaire. Un travail peut-il être amorcé sur cette base. Le tract dont nous donnons des extraits tente de fixer un contenu à la "grève active":

" Oui, les étudiants ont bien raison de fuir les A.G., les C.A., etc.. La soif de vivre des gens se comble tant bien que mal dans la consommation et les spectacles; mais elle laisse un goût amer dans la bouche.. La révolte si elle n'est pas l'expression consciente de cette soif ne traduit que la revendication d'amélioration de détail du vieux monde pourrissant.

"...La répression est présente, partout sous des formes bien plus dangereuses et insidieuses: croire à toutes les puissances terrifiantes que la société bourgeoise place au-dessus de nous. Logique, efficacité, Science, Progrès, Opinion publique, Conformité, Ordre, Propreté, Propriété, Santé d'esprit, La conjoncture, Le constructif. C'est déjà installer un flic dans sa propre tête. L'université n'est pas seulement à libérer des flics matraqueurs, mais aussi des flics intellectuels de toutes sortes: profs qui ne remettent pas en cause la prétendue supériorité de leur savoir étroit, scienti-flics, qui rentabilisent et rationalisent "....



D'Aix: la fin d'un tract qui exprime des positions identiques-  
" les A.G. ne sont que les arènes où s'affrontent les divers groupuscules. L'unité temporaire que ceux-ci peuvent avoir ( II mai, 22 mars, et tout le calendrier) ne représente que la mise en commun de leur marchandise idéologique; cette unité quand elle survient est risible, elle répète l'idéologie bourgeoise pour laquelle l'histoire "c'est du passé": (alliances anarchistes-staliniens-trotskistes); il apparaît donc que dans un tel marasme toute cohésion est artificielle; une fois débarrassé de tout ce fatras intellectuelliste (y compris celui-ci) les actions subversives contre la société bourgeoise et ses acolytes (PCF et divers groupuscules) pourront être envisagées.  
" nous pourrions alors nous coordonner en en ressentant objectivement le besoin; et s'unir autour de résolution d'action, au sein d'organisations non hiérarchisées. Tremblez bureaucrates, et foutez-nous la paix. "

d'un camarade de Bordeaux: " .. d'une manière générale à Bordeaux, dans les jeunes milieux anarchistes ou situationnistes, on observe une dégradation énorme des rapports. A la fin de l'été, l'état d'esprit commun apparu en mai-juin s'était déjà décomposé en une multitude d'individus plus ou moins paumés. Actuellement ce stade est dépassé, et cette foule atomisée se restructure en petits groupes de cinq à six personnes, qui s'excommunient les uns les autres. En plus, "les vieux de la vieille" ceux qui étaient déjà soi-disant possesseurs de la théorie radicale avant le mois de mai, accablent tous les autres du mépris le plus complet. Côté groupuscules organisationnistes (JCR, ML, UEC, etc..) ça magouille tant et plus.

En ce qui concerne le congrès de l'UNEF j'en ai discuté avec les camarades de Bordeaux; d'après ce qu'ils m'en ont dit et d'après ce que j'ai lu, ce n'était pas la peine de consacrer deux pages à la description par le menu de pareilles conneries."

oooooooo

#### LES EFFETS de M.I:

Version syndicale: " cependant la grève a eu des résultats bienfaisants pour l'économie. La production qui stagnait en 1967 jusqu'aux grèves s'est développée pour atteindre une augmentation de 7%. Le chômage qui se développait à un rythme inquiétant a cessé de s'accroître et même pour un temps a légèrement reculé ... Par conséquent les résultats de la grève en permettant un développement de la consommation ont été profitables au développement de l'économie ". ( tract CGT- Jeumont-Schneider- 12/12/68)

" La Régie se porte bien- elle se porterait mieux encore:

- si Mr Dreyfus avait accepté de négocier dès le déclenchement de la grève en mai, évitant ainsi la perte des 76.000 véhicules. ( Voix de l'Usine Renault, CGT- décembre 68).

Version patronale: Le P.D.G. de Boussois Souchon Neuvesel ( B.S.N. ) trust du verre est Riboud: on parle beaucoup de lui en ce moment dans l'affaire de concentration BSN-St Gobain. Voici comment le Canard Enchaîné du 1/1/69 raconte la grève de mai aux usines de BSN: " en mai, la grande machine de "float glass" ne pouvait pas s'arrêter, elle n'a pas été conçue pour période de grève. Les ouvriers et les cadres ont donc continué à travailler mais ils allaient chercher la glace à la sortie de la machine, la cassaient, l'empilaient sur des chariots et la ramenaient dans les fours de cuisson au début de la machine. Les gars étaient épuisés lorsque la grève a cessé.

Epuisés, mais beaucoup de choses avaient changé dans la maison. Comme un peu partout, les cadres avaient revendiqué davantage de responsabilités, d'informations de participation, etc.. Riboud était ravi. Il rassembla tout l'équipe en pleine grève. et leur tint à peu près ce discours: " bravo, tout ce que vous demandez, je le demande également. Les méthodes modernes de gestion; la direction par objectifs; le contrôle budgétaire, tout le management de pointe, d'accord. Et non seulement d'accord, mais tout de suite !... "



" A la mi- juin , le nouveau système était en place , notifié , diffusé . Début juillet , Riboud mettait au parfum les actionnaires médusés . Il était ravi , optimiste en diable . Il n'aurait jamais espéré ce mois de mai ... "

Ce récit nous semble mériter une attention particulière . Cette prise de pouvoir ( pas du . ) - dans le cadre de la gestion capitaliste - avec l'accord de la direction "moderne" ne s'est pas limitée à une seule entreprise . Nous reparlerons d'autres exemple d'une telle conséquence de mai et nous essaierons d'en tirer la signification par rapport à l'évolution des sociétés capitalistes et à ce qui s'est passé en mai .

## ORDRE PUBLIC ET ORDRE SOCIAL

L'ordre public ayant été troublé en mai l'état capitaliste a renforcé son appareil répressif en troupes , en matériel et en activité : la police commence à contrôler tous les secteurs de la vie de chacun : par exemple , jeudi soir 13 février à la Gare de l'Est à Paris tous ceux qui n'avaient pas sur eux une fiche de paie pour prouver qu'ils travaillaient étaient arrêtés .

L'ordre social ayant été troublé en mai , l'état capitaliste renforce son appareil répressif dans les entreprises , c'est à dire renforce les syndicats . Mai a montré que , tels qu'ils existaient , ils étaient incapables de prévenir un mouvement de grève généralisée et qu'il leur avait fallu près d'un mois pour parvenir à remettre au travail toute l'armée prolétarienne et encore au prix d'une crise sans précédent dans les rapports syndicats - travailleurs . La grève générale , c'est plaie mortelle pour un état capitaliste et pour le capitalisme dans son ensemble .

L'adhésion volontaire , la croyance dans le rôle "protecteur" des syndicats "ouvriers" ne suffisant plus à maintenir les travailleurs dans la discipline totalitaire de l'entreprise , les dirigeants ont tout de suite compris la leçon : il faut renforcer le syndicat en lui donnant les moyens de surmonter ses maux ( aide financière par exemple pour pallier le manque de cotisations ) , en lui donnant le pouvoir de "faire pression" ( contrôle de l'embauche , des licenciements , des promotions , d'attributions d'allocations diverses , de logement , etc... ) . Le syndicat dispose ainsi d'un pouvoir autrement efficace que celui de la police : un pouvoir économique et social .

La réalité du syndicalisme aujourd'hui , ce ne sont pas les licenciements de militants syndicaux chez Citroën ou autres , dont les syndicats se servent pour entretenir le mythe du syndicat persécuté par les dirigeants donc du côté des ouvriers . Cette réalité , c'est la section syndicale d'entreprise "légale" , les accords paritaires sur l'emploi , le rendez vous de mars avec vraisemblablement toute une procédure étroite de contrôle des salaires ( nous reviendrons sur ces points ) . Nombre de petits patrons ont compris tout le parti qu'on pourrait tirer d'une "bonne" section syndicale ( peu importe la couleur ) : plusieurs exemples sont donnés par des camarades de dirigeants de petites boîtes jusqu'alors hostiles et qui réclament maintenant une section syndicale . D'autres faits aussi que l'on peut rapprocher de cette attitude : dans un département Renault pratiquement tous les "militants CGT" actifs en mai ont été promus dans la maîtrise ; à la CSF , la direction ne veut plus embaucher que des cadres CGT .

Dans la mesure où en mai , les dirigeants ont senti qu'ils pouvaient perdre leur pouvoir et vu comment ils pouvaient le perdre , ils prennent et prendront toutes les mesures qui , pensent ils , peuvent prévenir le retour d'une telle situation . La structure et les techniques de l'entreprise moderne rendent difficile l'emploi de la violence directe . Le syndicat est d'autant mieux armé pour remplir ce rôle que , malgré toutes les critiques et toute l'expérience qu'on peut avoir de sa "fonction dans l'entreprise , il continue à trouver un "préjugé favorable" ( c'est d'ailleurs nécessaire pour qu'il puisse assumer cette fonction ) . Il ne s'agit pas d'une répression ouverte . La défaite ouvrière , ce n'est pas tant la mise à la porte de quelques militants , c'est le renforcement de l'exploitation . Que voit on actuellement partout : augmentation des cadences , des horaires et



parallèlement une collaboration plus étroite des syndicats et des dirigeants au niveau de l'entreprise comme de l'Etat .

La CFDT paraît faire bande à part . Mais précisément , sa "sympathie " pour les "gauchistes " lui permet de renforcer son pouvoir d'encadrement par l'adhésion volontaire qui actuellement fait passablement défaut à la CGT . La CFDT joue vis à vis des militants de mai le rôle que la CGT a joué vis à vis des militants de 36 : les intégrer dans un appareil syndical et en faire les agents d'encadrement des travailleurs .

En regard de leur faiblesse en mai et actuellement , les syndicats parlent de se regrouper : mais c'est là aussi l'évolution des syndicats dans tous les pays capitalistes . La CGT avait tenté , lors des entretiens Pompidou- Séguy avant Grenelle d'obtenir d'être ce syndicat "unique " et "reconnu par l'état" . L'unité syndicale se fera différemment parce que FO et la CFDT défendent leur appareil et leurs liens politiques . La CGT a déjà gagné dans cette voie d'être sur le même pied que les autres par rapport à l'état : subsides , postes dans les organismes nationalisés ou le Marché Commun . L'unification syndicale ( peu importe comment elle se fera , ce qui est clair , c'est qu'elle est en marche ) est aussi une étape vers le renforcement du pouvoir répressif des syndicats .

Dans ce contexte , la fonction des journées d'action ou autres apparaît d'amener ceux qui "n'acceptent pas " , même s'ils sont syndiqués à se démarquer et à s'exposer aux sanctions des dirigeants patronaux et syndicaux , séparément ou ensemble . Ce que peut être la place d'un syndicat dans l'entreprise , l'exemple de la CGT dans la Presse peut nous le fournir : là ; la CGT a le monopole de l'embauche , des licenciements , du contrôle du travail ( obligation d'être syndiqué ) . Voici les extraits d'un tract du 18 janvier 69 du syndicat du livre CGT ( groupe journaux et section des départs ) :

" .... De plus , il est prévu qu'une intervention sera faite très prochainement au Conseil central pour l'informer des graves problèmes posés dans les départs poste et imprimerie afin qu'une commission d'enquête soit nommée pour présenter ses observations dans un rapport technique et syndical et apporter le soutien à la nouvelle forme de réorganisation que nous envisageons .

1° Premières mesures : réorganiser le travail dans les entreprises , à la permanence et faire un planning du travail .

Dresser

- a) un état d'effectifs des entreprises (hommes et femmes à pied ou temporaires )
- b) le nombre de service total à effectuer pendant environ trois mois
- c) les grilles de vacances été-hiver
- d) un état des grands malades et des futurs retraités .

2° Le recrutement : ne plus procéder comme par le passé et d'une manière systématique en faisant appel aux demandeurs d'emplois . Il faut recruter dans les sections techniques et les organisations syndicales soeurs où des militants se trouvent licenciés ou chômeurs de par leur action .

3° Le placement en pied dans les entreprises : l'ancienneté ne peut pas être un des critères absolus pour une place en pied ; il nous faudra , tout en tenant compte de la qualification professionnelle , prendre en considération le côté militant des camarades .

Il est vital , pour redresser cette situation de renforcer syndicalement et rapidement presque toutes les entreprises en appliquant les deux formules citées aux paragraphes 2 et 3

Nous considérons que ce n'est pas le fait d'obtenir une place meilleure ( presse ) qui doit arrêter l'action syndicale . Défendre sa profession , c'est d'abord bien la servir afin de démontrer que nos actions sont efficaces , mais cela ne pourrait être jugé comme suffisant...."

Le début du même tract posait clairement le "grave problème " pour le syndicat : "de plus en plus il nous est difficile d'organiser rationnellement le travail dans les entreprises et à la permanence..." . Les licenciements dont ont été victimes des ouvriers du livre sur démarche de la CGT , les menaces fréquentes toujours dans le livre ou dans la presse peuvent donner la mesure du "pouvoir syndical " dans ces professions . Chaque camarade peut mesurer ce que signifie le renforcement des syndicats dans l'entreprise à travers les mesures prises ou celles qui s'esquissent



PUBLICATIONS

- Lutte Ouvrière (n° 20 à 25 ) Rodinson 54 rue M le Prince -Paris 6eme  
articles sur Mai - Prague -Moyen et informations de quelques entreprises
- Le Proletaire (n° 60 et 61 ) BP 375 - Marseille Colbert
- L'Ecole Emancipée n° 7 Larvor - 12 rue A le Braz 22 St Brieuc  
Le Congrès du SNI - A propos de la participation .
- L'anarcho-syndicaliste (n° 80-81-82 ) Métivier 79 St Léger les Melle  
cogestion et autogestion - le syndicalisme des cadres
- La Voie ( n° 23 ) BP 21 - 77 Lagny -crise financière, chômage, contrôle des salaires  
l'enjeu des comités d'action .
- Jeune révolutionnaire (n° 2 et 3 ) 18 rue de l'échiquier -Paris 10 - L'empire Michelin
- Action (n° 35 ) 52 rue Galande Paris 5eme
- Mai 68 (n° 2 )Comité d'Action de Marseille Sud Est - A G E M 115 La Canebière -Marseille  
Informations sur la région marseillaise .
- Passer Outre(n° 2 ) Girard 114 bis rue d'Alésia Paris 14 eme (voir ICO n° 76 )
- Monde Libertaire (n° 147 ) 3 rue Ternaux - Paris XI -le principe coopératif-
- Cahier du communisme de Conseils (n° 2 ) Camoin BF 15 - 13 Marseille 12eme -Les  
Conseils ouvriers -Otto Ralhe et le mouvement ouvrier allemand .
- Perspectives syndicalistes (n° 46 ) 8 place J Bonsergent - Paris 10 ome
- Peuple Breton n° 61 - BP 713 -Rennes - la réforme régionale :ce qu'elle sera , ce qu'elle  
devrait être .
- Union pacifiste (n° 30 ) Gauchon - Groupe P. Langevin 78 Trappes
- Voix de la Paix ( n° 134 ) Bauchet - 36 rue du Ml Foch - BP 20 - 14 Villers sur Mer
- Le résistant à la guerre (n° 16 ) section suisse de l' I R G -Villard ,Lisserweg 14  
2504 - Bienne - Suisse
- C I R A (n° 17 ) Beaumont 24 - IOI2 Lausanne - Suisse et BF 40 - Marseille St Just 13  
Recherches sur l'anarchisme .
- Bulletins d'entreprise :-Comité de Liaison des Assurances Générales de France  
(n° 6 et 7 et tracts diffusés à l'occasion des élections au  
comité d'établissement A G Vie - demander à I C O )  
- La Base : Comité d'Action Citroën - Jean Renault 73 rue  
Blanche - Paris 9ome

en langue anglaise : GRANDE-BRETAGNE

- Solidarity c/o Russell 53 A Westmoreland Road - Bromley - Kent - n° 5 - octobre 68  
et 6 décembre 68 - Le tirage de la revue de nos camarades de Solidarity a augmenté  
( 1400 exemplaires ) ainsi que la diffusion des brochures - Paris - May 1968 a dépassé  
les 5.000 exemplaires . -Des extraits du n° 5 (décembre 68 ) ont été publiés dans ICO  
de janvier .
- Freedom - 84 a Whitechapel High Street -Whitechapel E 1 - les deux derniers n°  
reçus des 11 et 18 janvier relatent les événements d'Irlande du Nord
- Militant ( 197 Kings Cross Road - London W C 1 -décembre et janvier 68

U S A

- News and Letters 415 Brainard -Detroit - Michigan 48201 - Dans le numéro d'octobre 68  
une longue information sur l'agitation des étudiants de Montréal -Canada
- Industrial Workers -organe mensuel des I W W - 2422 N Halsted Street Chicago ILL60614
- Vietnam GI PO Box 9273 Chicago Ill 60590 - un journal pour les GI's -plus de trois  
pages consacrés à la correspondance de soldats .
- AUSTRALIE :Anarchy now -une brochure de propagande publiée par la Federation of Aus-  
tralian anarchists " PO Box 389 Sydney South NSW 2000  
oooooooooooooooooooo

L S E free Press donne des informations quasi quotidiennes sur les mouvements étudiants  
en Grande Bretagne ( nous en avons reçu 10 numéros ) 2 Canonbury Mansions - Canonbury  
Place - London - N 1 -



## Ce que nous sommes, ce que nous voulons

*Ce texte ne constitue pas un programme ou une plate-forme d'action il constitue le point, d'une discussion permanente entre tous les camarades d'I. C. O. chacun peut le remettre en question. En tout ou partie.*

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation.

Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, ils utilisent les luttes pour des buts politiques, ils sont les auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne.

Nous pensons que c'est aux travailleurs de défendre leurs intérêts et de lutter pour leur émancipation.

Travailleurs parmi d'autres, nous essayons de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Dans les luttes, nous intervenons comme travailleurs et non comme organisation pour que les mouvements soient unitaires et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous défendons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous tentons par des liaisons internationales de savoir aussi quelle est la situation des travailleurs dans le monde et de discuter avec eux.

Tout cela nous mène à travers les problèmes actuels à mettre en cause toute la société d'exploitation, toutes les organisations, à discuter de problèmes généraux tels que le capitalisme d'Etat, la hiérarchie, la gestion bureaucratique, l'abolition de l'Etat et du salariat, la guerre, le racisme, le socialisme, etc. Chacun expose librement son point de vue et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise. Nous considérons comme essentiels les mouvements spontanés de résistance à tout l'appareil moderne de domination alors que d'autres considèrent comme essentielle l'action des syndicats et des organisations.

Le mouvement ouvrier est la lutte de classe telle qu'elle se produit avec la forme pratique que lui donnent les travailleurs. Ce sont eux seuls qui nous apprennent pourquoi et comment lutter ; nous ne pouvons en aucune façon nous substituer à eux ; eux seuls peuvent faire quelque chose. Nous ne pouvons que leur apporter des informations au même titre qu'ils peuvent nous en donner, contribuer aux discussions dans le but de clarifier nos expériences communes et, dans la mesure de nos possibilités, que leur fournir une aide matérielle pour faire connaître leurs luttes ou leur condition.

Nous considérons que ces luttes sont une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises et de la société par les travailleurs eux-mêmes.

## informations correspondance ouvrières

Correspondance : **P. BLACHIER**, 13 bis, rue Labois-Rouillon - PARIS-19<sup>e</sup>  
Abonnement : **Un an - 12 numéros : 6 F.**  
Versements : **I.C.O., c.c.p. 20.147-54 PARIS**

ROENOTE à l'adresse ci-dessus - Le Directeur de Publication **P. BLACHIER**.